



ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΠΡΩΤΟΝ
ΤΗΣ ΕΠΙΣΗΜΟΥ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ύπ' Αρ. 1615 τής 5ης ΙΟΥΛΙΟΥ 1980

ΝΟΜΟΘΕΣΙΑ

Ο περί τής Συμφωνίας τής άφορώσης εις τήν "Ίδρυσιν τοῦ Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὄργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρου «Προσωρινός EUTELSAT» (Κυρωτικός) Νόμος τοῦ 1980 ἐκδίδεται διὰ δημοσιεύσεως εις τήν ἐπίσημον ἐφημερίδα τής Κυπριακῆς Δημοκρατίας συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 52 τοῦ Συντάγματος.

Ἀριθμός 39 τοῦ 1980

ΝΟΜΟΣ ΚΥΡΩΝ ΤΗΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ΤΗΝ ΑΦΟΡΩΣΑΝ
ΕΙΣ ΤΗΝ ΊΔΡΥΣΙΝ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ
ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΜΕΣΩ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ
«ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT»

Ἡ Βουλὴ τῶν Ἀντιπροσώπων ψηφίζει ὡς ἀκολουθῶς :

1. Ὁ παρῶν Νόμος θὰ ἀναφέρηται ὡς ὁ περί τής Συμφωνίας τής άφορώσης εἰς τήν "Ίδρυσιν τοῦ Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὄργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρου «Προσωρινός EUTELSAT» (Κυρωτικός) Νόμος τοῦ 1980. Συνοπτικός τίτλος.
2. Ἐν τῷ παρόντι Νόμῳ, ἐκτὸς ἐὰν ἐκ τοῦ κειμένου προκύπτῃ διάφορος ἔννοια— Ἑρμηνεία.
«Παράρτημα Β» σημαίνει τὸ Παράρτημα Β τής Συμφωνίας ἀποτελούμενον ἐκ τής Ἐντολῆς.
«Συμφωνία» σημαίνει τήν ἐν Παρισίοις ὑπογραφείσαν τήν 13ην Μαΐου, 1977 Συμφωνίαν τήν άφορῶσαν εἰς τήν "Ίδρυσιν τοῦ Προσωρινοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὄργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρου «Προσωρινός EUTELSAT» ὁμοῦ μετὰ τοῦ Παραρτήματος Β αὐτῆς, τής ὁποίας τὸ κείμενον ἐν τῷ γαλλικῷ πρωτοτύπῳ ἐκτίθεται εἰς τὸ Πρῶτον Μέρος τοῦ Πίνακος καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τήν ἑλληνικὴν εἰς τὸ Δεύτερον Μέρος τοῦ Πίνακος : Πίναξ.
Νοεῖται ὅτι ἐν περιπτώσει ἀντιθέσεως μετὰξὺ τῶν δύο κειμένων ὑπερισχύει τὸ εἰς τὸ Πρῶτον Μέρος τοῦ Πίνακος ἐκτιθέμενον κείμενον.
3. Ἡ Συμφωνία, εἰς τήν ὁποίαν ἡ προσχώρησις τής Κυπριακῆς Δημοκρατίας ἀπεφασίσθη διὰ τής ὑπ' ἀριθμὸν 18.794 καὶ ἡμερομηνίαν 14 Φεβρουαρίου 1980 Ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, διὰ τοῦ παρόντος Νόμου κυροῦται. Κύρωσις Συμφωνίας.

l'expression «Accord additionnel». Les Signataires d'un de ces Accords additionnels s'engagent à assumer toutes les charges et responsabilités relatives au secteur spatial considéré qui découlent du présent Accord et de l'Accord additionnel en question, y compris la participation financière.

b) Une Administration membre de la CEPT a la faculté de désigner un organisme national de télécommunications, public ou privé, pour la signature d'un Accord additionnel.

Dans un tel cas, la Partie signataire et l'organisme national de télécommunications désigné sont conjointement et solidairement responsables vis-à-vis d'EUTELSAT INTERIMAIRE de tous les engagements relatifs au secteur spatial considéré qui découlent du présent Accord et de l'Accord additionnel en question, y compris la participation financière.

Les rapports entre cet organisme national de télécommunications et la Partie signataire qui l'a désigné, sont régis par le droit national applicable.

ARTICLE 4 - (STRUCTURE D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

EUTELSAT INTERIMAIRE comprend les organes suivants:

- l'Assemblée des Parties signataires
- le Conseil ECS chargé du secteur spatial ECS
- le Conseil MAROTS chargé du secteur spatial MAROTS
- le Secrétariat Général permanent dirigé par un Secrétaire Général.

ARTICLE 5 (ASSEMBLEE DES PARTIES SIGNATAIRES: COMPOSITION ET VOTE)

a) L'Assemblée des Parties signataires est composée de toutes les Parties signataires du présent Accord. Une Partie signataire peut déléguer à une autre Partie signataire sa représentation à l'Assemblée des Parties signataires, mais aucune Partie signataire ne peut représenter plus de deux autres Parties signataires.

b) Une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, qui n'a pas signé le présent Accord, peut assister aux réunions de l'Assemblée des Parties signataires à titre d'observateur.

c) Chaque Partie signataire dispose d'une voix.

d) Pour toute réunion de l'Assemblée des Parties signataires, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Parties signataires.

e) L'Assemblée des Parties signataires s'efforce de prendre des décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, elle décide:

-pour toute question de fond, par un vote favorable émis à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

-sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

f) Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du Président de l'Assemblée des Parties signataires. Une telle décision peut être rejetée à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votant.

g) La première réunion de l'Assemblée des Parties signataires est convoquée par l'Administration du siège aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Assemblée des Parties signataires se réunit ensuite en fonction des besoins et au moins une fois par an.

h) L'Assemblée des Parties signataires adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le mode d'élection du Président et des autres membres du bureau si nécessaire, ainsi que la procédure de convocation de ses réunions.

ARTICLE 6 - (ASSEMBLEE DES PARTIES SIGNATAIRES : FONCTIONS)

L'Assemblée des Parties signataires exprime ses vues sur la politique générale et les objectifs d'EUTELSAT INTERIMAIRE compatibles avec les principes, les buts et le domaine d'activité d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

Elle traite en outre de toutes les questions générales d'intérêt commun aux deux secteurs spatiaux ECS et MAROTS et elle a notamment les fonctions suivantes:

a) veiller aux intérêts d'EUTELSAT INTERIMAIRE et de ses membres dans toute les relations avec des organismes extérieurs;

b) approuver le budget et les comptes annuels relatifs aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE;

c) définir les principes concernant l'acquisition et l'approbation des contrats d'acquisition;

d) définir les principes régissant l'acquisition, la protection et l'attribution des droits relatifs aux inventions et à la propriété intellectuelle;

e) définir les principes concernant les relations avec des organismes extérieurs;

f) exprimer ses vues sur les rapports annuels des Conseils et approuver le rapport annuel établi par le Secrétaire Général sur l'activité d'EUTELSAT INTERIMAIRE; ces rapports sont transmis à toutes les Parties signataires.

g) considérer toute proposition d'amendement au présent Accord soumise par une Partie signataire.

ARTICLE 7 - (CONSEILS D'EUTELSAT INTERIMAIRE : COMPOSITION ET VOTE)

a) Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Partie signataire peut être représentée au Conseil concerné à raison d'un seul Conseiller.

A partir de l'entrée en vigueur d'un Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Signataire est représenté de plein droit au Conseil concerné par un seul Conseiller.

b) La représentation à chaque Conseil peut être déléguée, mais aucun Conseiller ne peut représenter plus de trois Parties signataires ou Signataires selon le cas.

c) Une Partie signataire peut participer à titre d'observateur au Conseil dans lequel elle n'est pas représentée.

d) Une Administration membre de la CEPT ou une Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, qui n'a pas signé le présent Accord, peut assister aux réunions des Conseils à titre d'observateur.

e) 1) Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Conseiller dispose d'une voix au Conseil concerné.

2) A partir de l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, chaque Conseiller dispose d'une voix pondérée correspondant à la quote-part de financement du Signataire qu'il représente.

f) Pour toute réunion d'un Conseil le quorum est constitué:

jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, par une majorité des membres du Conseil concerné;

après l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif à un secteur spatial, par une majorité des membres du Conseil si cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires de l'Accord additionnel en question.

g) Chaque Conseil s'efforce de prendre des décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, il décide:

jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel: pour toute question de fond, par un vote favorable émis à la majorité des deux tiers des Conseillers présents et votant, chaque Conseiller disposant d'une voix;

sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel:

pour toute question de fond, par un vote favorable émis par au moins quatre Conseillers disposant au minimum des deux tiers du total des voix pondérées de tous les signataires de l'Accord additionnel concerné:

sur toute question de procédure, par un vote favorable émis à la majorité simple des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

h) Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du Président du Conseil concerné. Une telle décision peut être rejetée par la majorité des deux tiers des Conseillers présents et votant, chacun disposant d'une voix.

i) La première réunion de chaque Conseil est convoquée par l'Administration du siège aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord. Chaque Conseil se réunit ensuite en fonction des besoins et au moins deux fois par an.

j) Chaque Conseil adopte son règlement intérieur qui prévoit notamment le mode d'élection du Président et des autres membres du bureau, si nécessaire, ainsi que la procédure de convocation de ses réunions.

k) Chaque Conseil peut, s'il le juge utile, créer des Comités consultatifs pour l'aider à remplir ses fonctions. Les Comités consultatifs afférents à un Conseil sont ouverts à la participation des représentants de tous les Signataires de l'Accord additionnel relatif au secteur spatial concerné. Les Comités consultatifs se réunissent en fonction des besoins, suivant un calendrier approuvé par le Conseil dont ils dépendent.

ARTICLE 8 - (CONSEILS D'EUTELSAT INTERIMAIRES : FONCTIONS)

Chaque Conseil est le principal organe de l'Organisation EUTELSAT INTERIMAIRES pour le secteur spatial concerné. Dans le cadre des dispositions de l'article 2 du présent Accord, chaque Conseil a les pouvoirs nécessaires pour exercer toutes les fonctions appropriées, y compris les suivantes:

a) poursuivre la collaboration avec l'Agence Spatiale Européenne en vue d'obtenir et d'assurer la continuité d'un secteur spatial fiable qui soit le mieux adapté aux besoins, aux conditions économiques les plus favorables à EUTELSAT; conclure les accords nécessaires;

b) prendre et maintenir les contacts nécessaires avec tout autre organisme qualifié et intéressé aux programmes européens de télécommunications par satellite;

c) encourager l'utilisation du secteur spatial en tenant dûment compte des prérogatives des Parties signataires;

d) établir et tenir à jour les prévisions de trafic;

e) conduire les études économiques et techniques nécessaires;

f) approuver le budget et les comptes annuels relatifs au secteur spatial;

g) établir les conditions d'accès au secteur spatial;

h) définir les caractéristiques techniques et de fonctionnement des stations qui auront accès au secteur spatial;

i) approuver, dans les conditions prévues à l'Article 14, toutes les stations terriennes, y compris les stations des navires, devant avoir accès au secteur spatial;

j) rechercher les solutions techniques les plus satisfaisantes pour l'interconnexion avec le réseau terrestre;

k) entreprendre toute autre étude ou action, notamment celle de coordination entre systèmes, qui pourrait s'avérer nécessaire dans le domaine des télécommunications par satellite;

l) spécifier les unités de mesure de l'utilisation du secteur spatial en fonction des divers types d'usage;

m) fixer périodiquement les taux de redevance d'utilisation du secteur spatial;

n) approuver les découverts et les emprunts rendus nécessaires lorsque cela est exigé par des circonstances particulières;

o) adopter les conditions régissant l'attribution de la capacité disponible du secteur spatial;

p) examiner les plaintes soumises par les Parties signataires, les Signataires, les autres utilisateurs et les tiers;

q) définir et mettre en oeuvre les procédures concernant l'acquisition et l'approbation des contrats d'acquisition

r) définir et mettre en oeuvre les procédures régissant l'acquisition, la protection et l'attribution des droits relatifs aux inventions et à la propriété intellectuelle;

s) approuver le rapport annuel sur ses activités et le soumettre à l'Assemblée des Parties signataires;

t) régler toute question administrative, budgétaire, financière, et autres, nécessaires au fonctionnement du secteur spatial;

u) considérer toute proposition d'amendement à un Accord additionnel soumise par un Signataire de cet Accord additionnel.

ARTICLE 9 - (SECRETARIAT GENERAL PERMANENT)

a) Le Secrétariat Général permanent d'EUTELSAT INTERIMAIRES est dirigé par un Secrétaire Général, élu par l'Assemblée des Parties signataires, qui est le membre de rang le plus élevé du personnel et qui est directement responsable devant l'Assemblée des Parties signataires et devant chaque Conseil de l'exécution de toutes les fonctions qui lui sont attribuées par décision de chacun d'eux. Le Secrétariat Général permanent assiste l'Assemblée des Parties signataires, les Conseils et les Comités consultatifs dans la préparation et l'exécution de leurs tâches, il assure les relations avec l'Administration du siège.

b) Le Secrétariat Général permanent se compose d'un personnel dont les membres sont de préférence détachés par les Parties signataires. L'importance de l'effectif du Secrétariat Général permanent est en rapport avec les fonctions à exercer.

c) La structure organique du Secrétariat Général permanent, la nomination des cadres, les effectifs, le statut et les conditions d'emploi du personnel sont approuvés par l'Assemblée des Parties signataires sur proposition du Secrétaire Général.

d) Le Secrétaire Général et le personnel du Secrétariat Général permanent doivent s'abstenir de toute action

incompatible avec leurs responsabilités à EUTELSAT INTERIMAIRE.

ARTICLE 10 - (DROITS ET OBLIGATIONS)

a) Les Parties signataires et les Signataires exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant du présent Accord et des Accords additionnels d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule et les dispositions du présent Accord.

b) Les Parties signataires mandatent l'Administration du Royaume-Uni aux fins de représentation légale d'EUTELSAT INTERIMAIRE pendant la durée du présent Accord pour toutes les matières concernant exclusivement le secteur spatial MAROTS et mandatent également l'Administration française aux fins de représentation légale d'EUTELSAT INTERIMAIRE pendant la durée du présent Accord pour toutes les autres matières.

Les Signataires participant à un secteur spatial se déclarent conjointement et solidairement responsables dans la limite de leurs quotes-parts de financement de tous les engagements relatifs à la mise en place, l'exploitation et l'entretien de ce secteur spatial, pris au nom d'EUTELSAT INTERIMAIRE par l'Administration mandatée pour ce secteur spatial, agissant dans les limites du mandat dont les termes sont fixés au présent paragraphe et dans l'annexe B au présent Accord.

De même, toutes les Parties signataires se déclarent solidairement et conjointement responsables pour tous les engagements relatifs aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

c) Les Signataires participant au secteur spatial ECS insèrent dans les accords de trafic qu'ils négocient et concluent les dispositions prévoyant l'acheminement d'une partie raisonnable de leur trafic intra-européen par le secteur spatial ECS. Les Signataires participant au secteur spatial MAROTS s'efforcent d'utiliser dans toute la mesure du possible ce secteur spatial.

d) Afin de pouvoir satisfaire aux dispositions du paragraphe c) du présent article, les Signataires participant au secteur spatial ECS construiront, en temps voulu, des stations terriennes permettant l'accès au secteur spatial, soit pour leur usage individuel, soit, dans des cas particuliers et par accord mutuel, pour un usage conjoint.

e) Les Signataires peuvent, sous réserve de leur droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic appropriés portant sur l'utilisation qu'ils feront des voies de télécommunications fournies en vertu du présent Accord.

Les rapports entre tout organisme de télécommunications agissant en qualité de Partie signataire et l'autorité nationale qui l'a désigné sont régis par le droit national applicable.

ARTICLE 11 - (SIEGE D'EUTELSAT INTERIMAIRE)

Le Siège d'EUTELSAT INTERIMAIRE est fixé à PARIS.

L'Administration du pays siège donne son appui en cas de difficultés dans l'obtention des autorisations de séjour éventuellement nécessaires pour le personnel étranger du Secrétariat Général.

ARTICLE 12 - (DISPOSITIONS FINANCIERES)

a) 1. Jusqu'à l'entrée en vigueur des deux Accords additionnels, les dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont réparties entre les Parties signataires sur la base de deux classes :

Classe de 3 parts :

Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

Classe de 1 part :

Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Cité du Vatican, St. Marin, Malte.

2. A partir de l'entrée en vigueur des deux Accords additionnels, les dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont réparties entre les deux secteurs spatiaux dans une proportion fixée par l'Assemblée des Parties signataires.

b) Toutes les dépenses et toutes les recettes relatives à un seul secteur spatial sont imputées à ce secteur.

c) Des comptes distincts sont tenus pour chacun des secteurs spatiaux. Les comptes sont vérifiés chaque année par des commissaires aux comptes indépendants nommés par l'Assemblée des Parties signataires. Toute Partie signataire et tout Signataire peut avoir accès aux comptes d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

d) Tous les besoins en financement et toutes les recettes de chaque secteur spatial sont répartis entre les Signataires et les Membres associés en fonction des quotes-parts de financement résultant de l'Accord additionnel correspondant.

e) Les besoins en financement comprennent :

1. tous les coûts directs et indirects d'EUTELSAT INTERIMAIRE pour la mise en place des secteurs spatiaux et l'acquisition d'autres biens d'EUTELSAT INTERIMAIRE;

2. les fonds nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des secteurs spatiaux;

3. les indemnités à verser par EUTELSAT INTERIMAIRE en vertu de l'Article 16 b).

f) Les conditions financières régissant la participation des Membres associés sont déterminées par le Conseil concerné et fixées dans l'Accord particulier mentionné au paragraphe m de l'Article 13.

g) Les dépenses de participation aux réunions de l'Assemblée des Parties signataires, des Conseils, des Comités consultatifs ou à toute autre réunion d'EUTELSAT INTERIMAIRE sont à la charge des participants.

h) Dans le cadre du paragraphe b) de l'Article 10 du présent Accord, chaque Administration mandatée règle les frais encourus par EUTELSAT INTERIMAIRE à charge pour elle de recouvrer périodiquement la part due par chaque Partie signataire, ou Signataire selon le cas.

i) Chaque Conseil établit un échéancier des paiements à effectuer par les Parties signataires et les Signataires en vertu du présent Accord et des Accords additionnels.

j) Chaque usager d'un secteur spatial d'EUTELSAT INTERIMAIRE verse des redevances d'utilisation appropriées, fixées par le Conseil concerné.

k) Chaque Administration mandatée tient et conserve tous livres, documents, pièces et comptes de nature à justifier les sommes reçues et les dépenses effectuées et les tient à la disposition de l'Assemblée des Parties signataires ou du Conseil concerné, suivant le cas. L'approbation des comptes, par l'Assemblée des Parties signataires ou par le Conseil concerné, suivant le cas, vaut quitus pour l'Administration mandatée concernée et vaut attestation définitive que les sommes y afférentes imputées aux Parties signataires et aux Signataires étaient effectivement dues.

l) Les sommes dues à EUTELSAT INTERIMAIRE par les Parties signataires, les Signataires et les Membres associés sont payables à l'Administration mandatée concernée en monnaie du pays de cette Administration ou en monnaie librement convertible en cette monnaie dans le délai de deux mois à partir de la fin du mois au cours duquel le compte a été transmis. Un intérêt calculé à un taux fixé périodiquement par l'Assemblée des Parties signataires est ajouté à tout montant non réglé après la date fixée pour le paiement.

m) Chaque Conseil fixe la date et les conditions financières y compris les quotes-parts de financement pour l'admission des nouveaux Signataires au secteur spatial concerné. Pour permettre l'admission de nouveaux signataires et de telle sorte que la somme de toutes les quotes-parts de financement reste égale à 100 %, les quotes-parts de financement des autres signataires pour ce secteur spatial sont alors immédiatement réduites proportionnellement jusqu'au nouvel ajustement effectué conformément à l'Accord additionnel concerné.

n) Si un Signataire se retire, ou est considéré comme s'étant retiré d'un secteur spatial, les quotes-parts de financement sont ajustées de telle sorte que la somme de toutes les quotes-parts de financement reste égale à 100 % et les quotes-parts de financement sont immédiatement augmentés proportionnellement jusqu'au nouvel ajustement effectué conformément à l'Accord additionnel concerné.

ARTICLE 13 - (ADHESION - RETRAIT)

a) Le présent Accord est ouvert à la signature de toute Administration membre de la CEPT ou Exploitation privée reconnue dûment autorisée pour cela par son Administration membre de la CEPT, chaque pays n'étant représenté que par une seule Partie signataire.

b)

1. Lorsque l'adhésion au présent Accord d'une Administration ou Exploitation privée reconnue intervient après son entrée en vigueur, les conditions de participation de ladite Administration ou Exploitation privée reconnue sont fixées par l'Assemblée des Parties signataires conformément aux dispositions pertinentes de l'Article 12 du présent Accord.

2. Les conditions d'adhésion de ladite Administration ou Exploitation privée reconnue à un Accord additionnel sont fixées par le Conseil concerné conformément à l'Article 12 m).

3. Après l'entrée en vigueur de l'Accord additionnel relatif au deuxième secteur spatial, une Administration membre de la CEPT ou une exploitation privée reconnue dûment autorisée, ne peut adhérer à EUTELSAT INTERIMAIRE sans signer en même temps un des Accords additionnels.

c)

1. Toute partie signataire peut se retirer volontairement d'EUTELSAT INTERIMAIRE en notifiant par écrit sa décision au Secrétaire Général.

2. Tout Signataire peut se retirer volontairement d'un Accord additionnel en notifiant par écrit sa décision au Secrétaire Général.

3. Le retrait volontaire d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou d'un Accord additionnel prend effet trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, ce retrait volontaire ne saurait remettre en cause les obligations de ladite Partie signataire ou dudit Signataire à l'égard des engagements pris jusqu'à la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait.

d) Si après l'échéance du délai de signature de l'Accord additionnel relatif à la mise en place du deuxième

secteur spatial, une Partie signataire ou un organisme national de télécommunications désigné par elle conformément au paragraphe b) de l'Article 3 du présent Accord, n'est pas ou n'est plus signataire d'au moins un des Accords additionnels, cette Partie signataire est réputé s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE.

e) Si une Partie signataire ou un Signataire s'abstient de payer toute somme dont il est redevable, conformément aux dispositions de l'Article 12 du présent Accord, l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil compétent, suivant le cas, peut, à l'expiration du délai de trois mois qui suit l'échéance, et après examen de toute observation présentée par ladite Partie signataire ou ledit Signataire, décider que la Partie signataire ou le Signataire est réputé s'être retiré d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou de l'Accord additionnel concerné selon le cas et, qu'à la date de la décision, le présent Accord additionnel cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie signataire ou du Signataire selon le cas.

f) Lorsqu'une Partie signataire se retire ou est réputée s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE, tout Signataire, désigné par elle conformément au paragraphe b) de l'Article 3 du présent Accord, est réputé s'être retiré de tout Accord additionnel dont il est signataire.

Toutefois, le Conseil concerné s'efforce, dans les limites du présent Accord et en tenant compte des intérêts d'EUTELSAT INTERIMAIRE et dudit Signataire de définir une solution satisfaisante pour les parties intéressées.

g) La Partie signataire qui notifie une décision de retrait d'EUTELSAT INTERIMAIRE cesse d'avoir tout droit de représentation à l'Assemblée des Parties signataires et au(x) Conseil(s) concerné(s) et elle n'acquiert aucune obligation ou responsabilité à partir de la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait, sous réserve de l'obligation, pour la Partie signataire, à moins que l'Assemblée des Parties signataires et n'en décide autrement, de verser sa part des contributions nécessaires pour faire face à la fois aux engagements expressément autorisés avant la date de réception par le Secrétariat Général de la notification de retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé la réception de la notification de retrait.

h) Le Signataire qui notifie une décision de retrait d'un Accord additionnel perd tout droit de représentation au Conseil concerné et il n'acquiert aucune obligation ou responsabilité à partir de la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait sous réserve de l'obligation pour ledit Signataire, à moins que le Conseil concerné n'en décide autrement, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant la date de réception par le Secrétaire Général de la notification de retrait et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé la réception de la notification de retrait.

i) Si l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil concerné selon le cas décide en vertu du paragraphe e) du présent Article qu'une Partie signataire ou un Signataire selon le cas est réputé s'être retiré d'EUTELSAT INTERIMAIRE ou d'un Accord additionnel, cette Partie signataire ou ce Signataire n'assume aucune responsabilité après ladite décision, sous réserve de son obligation de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant ladite décision et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci, à moins qu'

l'organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE qui a pris la décision mentionnée ci-dessus n'en décide autrement. Si une Partie signataire est réputée s'être retirée d'EUTELSAT INTERIMAIRE en application du paragraphe d) du présent Article, elle n'assume, à partir de la date de cette décision que l'obligation de verser sa part des contributions aux dépenses de fonctionnement d'EUTELSAT INTERIMAIRE autorisées dans le budget de l'année en cours à cette date.

j) Toute notification de retrait et toute décision d'exclusion doivent être communiquées sans délai par le Secrétaire Général à toutes les Parties signataires et à tous les Signataires.

k) Dans les trois mois qui suivent la date d'effet du retrait d'EUTELSAT INTERIMAIRE, ou de l'un des Accords additionnels, d'une Partie signataire ou d'un Signataire en vertu du présent Article, le Secrétaire Général informe ladite Partie signataire ou ledit Signataire de l'évaluation que l'Assemblée des Parties signataires ou le Conseil concerné selon le cas a faite de sa situation financière dans EUTELSAT INTERIMAIRE à la date à laquelle le retrait prend effet et des modalités de règlement proposées.

l) Aucune disposition du présent Article n'a pour effet de supprimer tout droit acquis en tant que Partie signataire ou en tant que Signataire et qui est conservé après la date de réception de la notification de retrait et pour lequel aucune compensation n'a été reçue en vertu des dispositions du présent Article.

m) La participation de toute autre Administration de Télécommunications ou Exploitation privée reconnue à un secteur spatial en qualité de Membre associé est subordonnée à l'approbation de l'Assemblée des Parties signataires et fait l'objet d'un accord particulier entre ce Membre associé et le Conseil concerné. Toutefois, seules les Administrations européennes de télécommunications peuvent être admises à participer au secteur spatial ECS.

ARTICLE 14 - (APPROBATION DES STATIONS TERRIENNES)

a) Une demande d'approbation de station terrienne doit être soumise à EUTELSAT INTERIMAIRE avant toute utilisation du secteur spatial concerné.

b) Dans le cas d'une station terrienne à terre, la demande d'approbation doit être présentée par la Partie signataire ou le Signataire dont l'activité s'exerce sur le territoire où la station terrienne est ou sera située; si la station terrienne est située sur le territoire d'un pays européen qui n'a pas de Partie signataire au présent Accord ou, en cas d'utilisation du secteur spatial MAROTS, si la station terrienne est située sur le territoire de tout autre pays qui n'a pas de Partie signataire du présent Accord, la demande doit être présentée par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

Chaque Partie signataire ou Signataire ou organisme de télécommunications visé à l'alinéa ci-dessus est responsable envers EUTELSAT INTERIMAIRE de ce que toute station terrienne pour laquelle il a déposé une demande, réponde aux règlements et aux normes fixés dans le document d'approbation émis par le Conseil concerné.

c) En ce qui concerne les stations terriennes de navire utilisant le secteur spatial MAROTS, les responsabilités et procédures concernant les spécifications, l'approbation de chaque type, les tests de réception et de vérification des stations terriennes de navire sont définies par le Conseil MAROTS.

En cas de mauvais fonctionnement d'une station terrienne de navire, une station terrienne à terre agissant sous l'autorité du Conseil MAROTS, peut intervenir, en tant que station de contrôle, en vue d'éliminer toute perturbation du secteur spatial.

ARTICLE 15 - (ATTRIBUTION DE PARTS D'UTILISATION DU SECTEUR SPATIAL ECS)

a) Toute demande d'attribution de capacité du secteur spatial ECS est présentée à EUTELSAT INTERIMAIRE par un Signataire ou, dans le cas d'un pays européen où il n'y a pas de Signataire, par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

b) Il incombe à chaque Signataire ou organisme de télécommunications auquel une attribution a été faite en application du paragraphe a) du présent Article, de respecter les conditions établies par EUTELSAT INTERIMAIRE au sujet de ladite attribution.

ARTICLE 16 - (RESPONSABILITE)

a) EUTELSAT INTERIMAIRE ou toute Partie signataire ou tout Signataire ou une Administration mandatée en tant que telle et, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions et dans les limites de ses attributions, tout haut fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout représentant aux différentes réunions d'EUTELSAT INTERIMAIRE n'encourent aucune responsabilité à l'égard de toute Partie signataire ou de tout Signataire ou d'EUTELSAT INTERIMAIRE et aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre eux par suite de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services de télécommunications fournis, ou qui doivent être fournis conformément au présent Accord et aux Accords additionnels.

b) Si EUTELSAT INTERIMAIRE ou toute Partie signataire ou tout Signataire ou une Administration mandatée, en tant que telle, est tenu, en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent, ou d'un compromis adopté ou approuvé par l'Assemblée des Parties signataires, ou par le Conseil compétent suivant le cas, de verser une indemnité, frais et dépens inclus, résultant d'une activité poursuivie par EUTELSAT INTERIMAIRE, conformément au présent Accord et aux Accords additionnels, dans la mesure où l'indemnité ne peut être acquittée ni par les fonds de roulement disponibles d'EUTELSAT INTERIMAIRE, ni par un tiers ou en exécution d'un contrat d'assurances ou d'autres dispositions financières, les Parties signataires ou les Signataires doivent verser à EUTELSAT INTERIMAIRE la partie non réglée de ladite indemnité au prorata de leur quote-part de financement respective à la date à laquelle le paiement par EUTELSAT INTERIMAIRE de ladite indemnité est devenu exigible.

c) Si une demande d'indemnité est présentée à une Partie signataire ou à un Signataire ou à une Administration mandatée, celui-ci doit, aux fins de remboursement de l'indemnité due en vertu du paragraphe b) du présent article, informer sans délai EUTELSAT INTERIMAIRE et la mettre en mesure de donner son avis, d'émettre des recommandations sur les moyens de défense ou de régler le différend et, dans les limites prescrites par le régime légal en vigueur pour le tribunal auprès duquel l'action est intentée, d'intervenir ou de se substituer à ladite Partie signataire ou audit Signataire ou à ladite Administration mandatée.

ARTICLE 17 - (REGLEMENT DES DIFFERENDS)

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et des Accords additionnels est soumis, s'il n'a pu être résolu autrement dans un

délai raisonnable, à un arbitrage dont la procédure est arrêtée par l'Assemblée des Parties signataires, lors de sa première réunion, à la majorité des deux tiers des Parties signataires dont les représentants sont présents et votants.

ARTICLE 18 - (RAPPORTS AVEC L'UNION EUROPEENNE DE RADIODIFFUSION - UER - ET D' AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES)

Le Conseil ECS peut, à son initiative ou à la demande de l'UER ou d'une autre organisation internationale, organiser des réunions communes avec des représentants de ces organismes au cours desquelles des questions bien définies et d'intérêt commun pourront être évoquées en tenant dûment compte des prérogatives des Parties signataires.

Le conseil MAROTS peut, dans les mêmes conditions, organiser des réunions communes avec des représentants d'organisations internationales représentatives, en particulier, d'intérêts maritimes.

L'ordre du jour ainsi que l'organisation de ces réunions sont arrêtés à l'avance par chaque Conseil.

ARTICLE 19 - (AMENDEMENTS)

Le présent Accord pourra être amendé par décision unanime de l'Assemblée des Parties signataires cependant :

cette Assemblée peut décider de la mise en oeuvre de nouveaux secteurs spatiaux dans les conditions de vote prévues à l'Article 5 e) pour les questions de fond,

les Accords additionnels peuvent être amendés par décision unanime du Conseil concerné en tenant compte de l'avis exprimé par l'Assemblée des Parties signataires.

ARTICLE 20 - (DISPOSITIONS CONCERNANT LE RÉGIME DÉFINITIF D'EUTELSAT)

a) Au moins six mois avant la date prévisible de mise en exploitation du secteur spatial ECS, l'Assemblée des Parties signataires soumettra aux Parties signataires du présent Accord, un rapport présentant ses recommandations sur les dispositions définitives concernant l'Organisation EUTELSAT.

b) Quelle que soit la forme du régime définitif :

1) les buts de l'organisation EUTELSAT devront être conformes aux principes énoncés au Préambule du présent Accord;

2) toutes les Administrations membres de la CEPT et, moyennant accord de l'Assemblée des Parties signataires, toutes les autres Administrations des pays européens membres de l'Union Internationale des Télécommunications ou leur organisme désigné à cet effet pourront y adhérer;

3) les investissements faits par les Signataires seront sauvegardés;

4) des dispositions particulières devront notamment régler la question de la personnalité juridique d'EUTELSAT,

préciser les modalités et la périodicité suivant lesquelles les quotes-parts de financement des Signataires sont déterminées, ainsi que les conditions des réajustements financiers entre les Signataires,

fixer les conditions de rémunération du capital investi,

prévoir les conditions de fixation des redevances d'utilisation des secteurs spatiaux,

préciser les dispositions, y compris les modalités financières, réglant le transfert à EUTELSAT des fonctions confiées aux Administrations mandatées, préciser les modalités réglant les relations avec l'Agence Spatiale Européenne.

c) Le rapport prévu au paragraphe a) du présent Article sera examiné au cours d'une conférence internationale des Parties signataires et à laquelle pourront participer également comme observateurs les Administrations des télécommunications européennes qui ne sont pas Parties signataires du présent Accord et qui sera réunie à cet effet par l'Administration des Télécommunications du siège dans les trois mois suivant le dépôt du rapport. Les Parties signataires du présent Accord s'efforceront d'obtenir que le régime définitif soit créé à la date la plus proche possible afin qu'il puisse entrer en vigueur au plus tard à la date de mise en exploitation du secteur spatial ECS.

d) Au cas où le régime définitif ne serait pas constitué à temps, EUTELSAT INTERIMAIRE sera chargée de l'exploitation et de l'entretien des secteurs spatiaux sur la base du présent Accord et des Accords additionnels jusqu'à l'entrée en vigueur du régime définitif.

ARTICLE 21 - (ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE)

a) Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature par dix Administrations membres de la CEPT ou Exploitations privées reconnues dûment autorisées pour cela par leur Administration membre de la CEPT.

L'entrée en vigueur du présent Accord n'entraîne pas d'office l'entrée en vigueur des Accords additionnels qui font l'objet de dispositions particulières.

b) Le présent Accord restera ouvert à la signature jusqu'au quinze septembre mille neuf cent soixante dix sept. Après cette date les Administrations membres de la CEPT ou Exploitations privées reconnues dûment autorisées pour cela par leur Administration membre de la CEPT pourront adhérer au présent Accord conformément aux dispositions de l'Article 13 du présent Accord.

Si à cette date le nombre de Parties signataires requis conformément au paragraphe a) ci-dessus, n'est pas atteint, le présent Accord n'entrera pas en vigueur.

c) Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

d) Le présent Accord reste applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel Accord le remplaçant ou jusqu'à ce que les Parties signataires décident d'y mettre fin.

e) Dans le cas où l'Agence Spatiale Européenne déciderait de ne pas fournir l'un des deux secteurs spatiaux cités explicitement dans le présent Accord, celui-ci cesserait immédiatement d'être en vigueur. Ceci n'aura pas pour effet de libérer les Parties signataires et les Signataires des engagements souscrits pendant la période de validité du présent Accord.

ARTICLE 22 - (LANGUES)

Les langues française et anglaise sont admises pour les documents et les délibérations de l'Assemblée des Parties signataires et des Conseils.

ARTICLE 23 - (DIVERS)

a) Le Préambule et l'Annexe B (mandat) font partie intégrante du présent Accord.

Les Accords additionnels lorsqu'ils seront entrés en vigueur feront partie intégrante du présent Accord pour leurs Signataires et ils deviendront les Annexes A1 et A2 de cet Accord.

b) Le présent Accord est établi en un seul exemplaire en langue française lequel constitue le seul original qui est déposé auprès de l'Administration du siège; cette dernière transmet une copie certifiée conforme à chaque Partie signataire.

En foi de quoi, les Parties au présent Accord ont fait signer celui-ci en leur nom par leurs représentants respectifs dûment autorisés à cet effet.

Fait à PARIS, le 13 mai 1977

Steno Frieri (Italie)

Ernst Thier (Finland)

G Thy

[Signature]

[Signature]

[Signature]

W. Accia

[Signature]

[Signature]

[Signature]

(DENMARK)

[Signature]

[Signature]

Anthony P. Hansen -

[Signature]

[Signature]

Ramus Handu

[Signature]

[Signature]

APPENTICE
DISPOSITIONS RELATIVES AU PROGRAMME OTS

Les activités relatives au programme O.T.S. (Orbital Test Satellite) du ressort des Administrations et des Exploitations privées reconnues de la CEPT sont exercées par le Conseil ECS.

Les Administrations ou Exploitations privées reconnues de la CEPT qui participent au programme O.T.S., mais qui ne sont pas Parties signataires peuvent toutefois, à leur demande, être représentées de plein droit aux travaux et délibérations du Conseil ECS et de ses Comités consultatifs lorsqu'ils portent exclusivement sur ce programme.

Dans ce cas, elles doivent s'engager à contribuer à toute dépense d'EUTELSAT INTERIMAIRE relative au programme O.T.S. qui leur sera imputée.

ANNEXE B

MANDAT

a) Une Administration mandatée conformément à l'Article 10 b) accomplit tout acte à la demande du Secrétaire Général agissant conformément aux décisions de l'Assemblée des Parties signataires ou de chaque Conseil, suivant le cas. Toutefois ce mandat est limité aux actes accomplis en application de l'objet et des dispositions du présent Accord et des Accords additionnels.

b) Dans le cadre fixé à l'Article 10 b) une Administration mandatée représente EUTELSAT INTERI-

MAIRE notamment pour la passation de tout contrat et en particulier la signature des Arrangements avec l'Agence Spatiale Européenne, pour contracter tous emprunts nécessaires et pour la poursuite de toute action en justice.

c) Une Administration mandatée n'est pas autorisée, à transférer à un tiers tout ou partie de son mandat à moins qu'elle ne reçoive dûment l'Accord de toutes les Parties signataires.

d) Une Administration mandatée est comptable des sommes versées ou reçues par EUTELSAT INTERIMAIRE. A cette fin, elle établit chaque année des comptes qui doivent être approuvés par l'Assemblée des Parties signataires ou par chaque Conseil suivant le cas.

e) Tout différend entre un organe d'EUTELSAT INTERIMAIRE et une Administration mandatée ou entre une Partie signataire et une Administration mandatée ou entre un Signataire et une Administration mandatée est réglé par arbitrage conformément aux dispositions de l'Article 17 du présent Accord.

f) Le mandat peut être résilié 6 mois après notification, soit par une Administration mandatée, soit par une personne dûment autorisée, agissant pour le compte de l'Assemblée des Parties signataires ayant décidé cette résiliation dans les conditions de vote prévues à l'Article 5 e) pour les questions de fond.

g) Dans le cas où une telle résiliation intervient, l'Administration mandatée reste responsable de tous les engagements pris pendant la durée de son mandat jusqu'à ce qu'une autre Administration soit mandatée à sa place. Toutefois, cette responsabilité ne pourra pas excéder le délai de 6 mois prévu à l'alinéa précédent.

ΔΙΑΣΚΕΥΗ ΤΩΝ ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΩΝ
ΤΑΧΥΔΡΟΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ
ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ EUTELSAT

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΣΧΕΤΙΚΗ ΜΕ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΥ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΜΕΣΩ ΔΟΡΥΦΟΡΟΥ
«ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT»

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Ἡ Διεύθυνση/Ἀναγνωρισμένος Ἰδιωτικὸς Φορέας
Ἰταλική Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Γαλλικὴ Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
Διεύθυνση Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Βελγίου
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Λουξεμ-
βούργου

Ταχυδρομεῖα καὶ Τηλεπικοινωνίες Πορτογαλίας
Ταχυδρομεῖα καὶ Τηλεπικοινωνίες Γερμανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Αὐστρίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας
τῆς Ὀλλανδίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Δανίας
Σουηδικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Νορβηγικὴ Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιῶν
Ταχυδρομεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρε-
τανίας καὶ Βόρειας Ἰρλανδίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν τῆς
Τουρκίας

Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Ἰσπανίας
Διεύθυνση Ταχυδρομείων καὶ Τηλεγραφίας Φινλανδίας
Γενικὴ Διεύθυνση τῆς Ἐπιχειρήσεως Ταχυδρομείων Τη-
λεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας Ἑλβετίας.

Ἐνωση Ταχυδρομείων Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας
Γιουγκοσλαβίας.

.....
.....

καλούμενες κατωτέρω τὰ Μέλη :

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν ποῦ
ἐγιναν ἀπὸ τὴν Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ Τηλεπικοινωνιῶν
μέσω δορυφόρου (CCTS) τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως
τῶν Διευθύνσεων Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν
(CEPT) γιὰ τὶς δυνατότητες ἐκμεταλλεύσεως τῶν συστη-
μάτων τηλεπικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου ποῦ ἔχουν συστα-
θεῖ ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν.

Λαμβάνοντας ὑπόψη, τὶς ἐργασίες ποῦ πραγματοποιή-
θηκαν ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος στὸν
τομέα τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων.

Θέλοντας νὰ συμμετέχουν σὲ τηλεπικοινωνιακὰ συστή-
ματα μέσω δορυφόρου ποῦ συνιστῶνται ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς
Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν μετὰ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν δι-
καιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν ποῦ ἀφοροῦν τὸ σύστημα
INTELSAT, ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὴ «Συμφωνία περὶ
Διεθνούς Ὄργανισμοῦ Δορυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν» ποῦ
ἰσχύει ἀπὸ τὶς 12 Φεβρουαρίου 1973 καὶ τὸ σύστημα
INMARSAT ὅπως προκύπτουν ἀπὸ τὴ «Σύμβαση περὶ
συστάσεως τοῦ Διεθνούς Ὄργανισμοῦ Ναυτιλιακῶν Τηλε-
πικοινωνιῶν μέσω Δορυφόρων» ποῦ ἀνοίχθηκε γιὰ ὑπο-
γραφή στὸ Λονδίνο, στὶς 3 Σεπτεμβρίου 1976.

Κρίνοντας ὅτι εἶναι εὐκαταῖο νὰ συσταθεῖ προσωρινὸς
ὄργανισμός, ἀναμένοντας τὴν ἐπεξεργασία τοῦ ὀριστικοῦ
ὄργανισμοῦ διαχειρίσεως τῶν ἐμπορικῶν συστημάτων τηλε-
πικοινωνιῶν μέσω δορυφόρου ποῦ θὰ περιλαμβάνει ὅλους
τοὺς τύπους ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ ποῦ συνίσταται
ἀπὸ τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιῶν καὶ
εἶναι ἀνοικτὸς γιὰ ὅλες τὶς Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις Τηλε-
πικοινωνιῶν.

Ἐνεργῶντας σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμ-
βάσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ

Ἄρθρο 1. (Ὅρισμοί).

Στὴν παρούσα Συμφωνία :

α) Ἡ ἔκφραση «Μέλος» σημαίνει Διεύθυνση Μέλους τῆς
CEPT ἢ Ἀναγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φορέα δεόντως ἐξου-
σιοδοτημένο γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ ἀπὸ τὴ Διεύθυνσή του
Μέλος τῆς CEPT ποῦ ἔχει ὑπογράψει τὴν παρούσα Συμφω-
νία.

β) Ἡ ἔκφραση «Συμβαλλόμενος» σημαίνει Μέλος, ἢ
Ἐθνικὸ Ὄργανισμὸ Τηλεπικοινωνιῶν, Δημόσιο ἢ Ἰδιω-
τικὸ, ἐξουσιοδοτημένο ἀπὸ Διεύθυνση Μέλους τῆς CEPT
ποῦ ἔχει ὑπογράψει Συμπληρωματικὴ Συμφωνία σχετικὴ
μὲ ὀρισμένο διαστημικὸ τομέα σύμφωνα μετὰ τὴν παραγρ.
τοῦ ἄρθρου 3.

γ) Ἡ ἔκφραση «Συνεργαζόμενο Μέλος» σημαίνει Διεύ-
θυνση Τηλεπικοινωνιῶν ἢ Ἀναγνωρισμένο Ἰδιωτικὸ Φο-
ρέα ποῦ συμμετέχει σὲ ἓνα, ἀπὸ τοὺς διαστημικοὺς τομεῖς
σύμφωνα μετὰ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου α) τοῦ Ἄρθρου
13 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

δ) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς Τομέας» σημαίνει τηλεπι-
κοινωνιακὸς δορυφόρος μετὰ τὸν ἐξοπλισμὸ καὶ τὶς ἐγκατα-
στάσεις ἀνιχνεύσεως ἐλέγχου, τηλεχειρισμοῦ καὶ ἄλλες,
ἀναγκαῖες γιὰ τὴ λειτουργία τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυ-
φόρων.

ε) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς τομέας ECS» σημαίνει τὸ
διαστημικὸ τομέα τοῦ συστήματος τηλεπικοινωνιῶν μέσω
δορυφόρου τῆς μόνιμης ὑπηρεσίας ποῦ σύστησαν, ἐκμεταλ-
λεῦνται καὶ χρησιμοποιοῦν οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις, ὅπως
περιγράφεται στὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

στ) Ἡ ἔκφραση «Διαστημικὸς τομέας MAROTS» ση-
μαίνει τὸ διαστημικὸ τομέα τοῦ συστήματος τηλεπικοινωνι-
ῶν μέσω δορυφόρου τῆς Κινητῆς Ναυτικῆς Ὑπηρεσίας,
ποῦ συνέστησαν οἱ Εὐρωπαϊκὲς Διευθύνσεις, ὅπως περιγρά-
φεται στὴ σχετικὴ Συμπληρωματικὴ Συμφωνία.

ζ) Ἡ ἔκφραση «δαπάνες λειτουργίας τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙ-
ΝΟΥ EUTELSAT» σημαίνει, ὅλα τὰ ἐξόδα ποῦ εἶναι
κοινὰ γιὰ τοὺς διαστημικοὺς τομεῖς (ὅπως διοικητικὲς
δαπάνες, ἐξόδα προσωπικοῦ κ.λ.π.).

Ἄρθρο 2. (Δημιουργία τοῦ ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT)

α) Μετὰ τὴν παρούσα Συμφωνία, τὰ Μέλη συνιστοῦν προ-
σωρινὸ εὐρωπαϊκὸ ὄργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν μέσω
δορυφόρου μετὰ τὴν ἐπωνυμία ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT,
ἐπιφορτισμένο μετὰ τὴν διασφάλιση τῆς θέσεως σὲ λειτουργία,
ἐκμεταλλεύσεως καὶ συντηρήσεως τῶν διαστημικῶν τομέων
τῶν τηλεπικοινωνιακῶν συστημάτων μέσω δορυφόρου καὶ
μετὰ τὴ σύναψη τῶν ἀναγκαῖων γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸ συμφωνιῶν
καὶ ἰδίως μετὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Ὑπηρεσία Διαστήματος.

β) Οἱ οικονομικὲς ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν, ὡς Μελῶν
προκύπτουν ἀπὸ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου α) 1) τοῦ
Ἄρθρου 12 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρο 3. (Συμμετοχὴ στοὺς Διαστημικοὺς τομεῖς).

α) Τὰ Μέλη ποῦ ἐπιθυμοῦν νὰ συμμετάσχουν στὴν Ὑπυ-
ση, ἐκμετάλλευση καὶ συντήρηση ἑνὸς διαστημικοῦ τομέα
ὑπογράφουν Συμπληρωματικὴ Συμφωνία ποῦ θὰ ἀποτε-
λέσει παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφεξῆς καλού-
μενη «Συμπληρωματικὴ Συμφωνία». Οἱ Συμβαλλόμενοι
Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας δεσμεύονται νὰ ἀναλάβουν
ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνες ποῦ σχετίζονται μετὰ τὸν
ἀντίστοιχο διαστημικὸ τομέα ποῦ ἀπορρέουν ἀπὸ τὴν
παρούσα Συμφωνία καὶ ἀπὸ τὴν ἐν λόγω Συμπληρωματικὴ
Συμφωνία περιλαμβανομένης τῆς οικονομικῆς συμμετοχῆς.

β) Διεύθυνση - Μέλος τῆς CEPT, δύναται νὰ ὑποδεικ-
νύει ἔθνικὸ ὄργανισμὸ τηλεπικοινωνιῶν, δημόσιο ἢ ἰδιω-
τικὸ, γιὰ τὴν ὑπογραφή Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας.

Σ' αὐτὴ τὴν περίπτωση, τὸ Μέλος καὶ ὁ ὑποδεικνύ-
μενος ἔθνικὸς ὄργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν εἶναι ἀπὸ
κοινοῦ καὶ ἀλληλεγγύως ὑπεύθυνοι ἀπέναντι στὸν ΠΡΟ-
ΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γιὰ ὅλες τὶς ὑποχρεώσεις ποῦ σχε-

τίζονται με τον αντίστοιχο διαστημικό τομέα που απορρέουν από την παρούσα Συμφωνία και από την εν λόγω Συμπληρωματική Συμφωνία περιλαμβανομένης και της οικονομικής συμμετοχής.

Οι σχέσεις μεταξύ του Εθνικού Οργανισμού Τηλεπικοινωνιών και του Μέλους που τον υπέδειξε διέπονται από ισχύοντες εθνικούς νόμους.

Άρθρο 4. (Δομή του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT).

Ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT περιλαμβάνει τα εξής όργανα :

Γ) Συνέλευση των Μελών.

Το Συμβούλιο του ECS που είναι επιφορτισμένο με τον διαστημικό τομέα ECS.

Το Συμβούλιο MAROTS επιφορτισμένο με τον διαστημικό τομέα MAROTS.

Τη Μόνιμη Γενική Γραμματεία υπό την διεύθυνση Γενικού Γραμματέα.

Άρθρο 5. (Συνέλευση Μελών : Σύνοψη και Ψηφοφορία).

Η Συνέλευση των Μελών αποτελείται από όλα τα Μέλη που υπογράφουν την παρούσα Συμφωνία. Μέλος μπορεί να εξουσιοδοτεί άλλο Μέλος για την εκπροσώπηση του στη Συνέλευση των Μελών αλλά ουδέν Μέλος μπορεί να εκπροσωπεί περισσότερα από δύο άλλα Μέλη.

Διεύθυνση Μέλος της CEPT ή Ανεγνωρισμένος Ιδιωτικός Φορέας δεόντως εξουσιοδοτημένος για αυτό από τη Διεύθυνσή του Μέλος της CEPT που δεν έχει υπογράψει την παρούσα Συμφωνία, μπορεί να παρευρίσκεται στις συνεδρίες της Συνελεύσεως των Μελών, ως παρατηρητής.

Κάθε Μέλος έχει μία ψήφο.

Για κάθε σύνοδο της Συνελεύσεως των Μελών ή άπαρτία συνίσταται από τους αντιπροσώπους της πλειοψηφίας των Μελών.

Η Συνέλευση των Μελών, καταβάλλει προσπάθεια λήψεως αποφάσεων ομοφώνως. Έλλείψει ομόφωνης συμφωνίας, αποφασίζει :

για κάθε θέμα ουσίας με καταφατική ψήφο των δύο τρίτων των Μελών των οποίων οι εκπρόσωποι είναι παρόντες και ψηφίζουν.

για κάθε θέμα διαδικασίας με καταφατική ψήφο της απλής πλειοψηφίας των Μελών των οποίων οι εκπρόσωποι είναι παρόντες και ψηφίζουν.

Για κάθε διαφορά, ως προς το εάν ένα θέμα είναι ουσίας ή διαδικασίας αποφασίζει ο Πρόεδρος της Συνελεύσεως των Μελών. Έτοιμη απόφαση μπορεί να ανατραπεί από την πλειοψηφία των δύο τρίτων των Μελών των οποίων οι εκπρόσωποι είναι παρόντες και ψηφίζουν.

Η πρώτη σύνοδος της Συνελεύσεως των Μελών συγκαλείται από τη Διεύθυνση της Έδρας το ταχύτερο δυνατό μετά την θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας. Κατόπιν η Συνέλευση των Μελών συνεδριάζει ανάλογα με τις ανάγκες και τουλάχιστο μία φορά το χρόνο.

Η Συνέλευση των Μελών εγκρίνει τον εσωτερικό της κανονισμό που προβλέπει κυρίως τον τρόπο εκλογής του Προέδρου και των άλλων μελών του Γραφείου, εάν είναι ανάγκη, καθώς και τη διαδικασία συγκλήσεως των συνεδριών της.

Άρθρο 6. (Συνέλευση των Μελών : Αρμοδιότητες).

Η Συνέλευση των Μελών εκφράζει τις απόψεις της πάνω στη γενική πολιτική και στους στόχους του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT που είναι σύμφωνοι με τις αρχές, τους σκοπούς και τον τομέα δραστηριότητας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

Χειρίζεται εξ' άλλου όλα τα γενικά θέματα κοινού ενδιαφέροντος για τους δύο διαστημικούς τομείς ECS και MAROTS και έχει κυρίως τις εξής αρμοδιότητες :

α) Φροντίζει για τα συμφέροντα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και των μελών του σε όλες τις σχέσεις με τους εξωτερικούς οργανισμούς.

β) Εγκρίνει τον προϋπολογισμό και τους ετήσιους λογαριασμούς τους σχετικούς με τις δαπάνες λειτουργίας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Καθορίζει αρχές προμηθειών και εγκρίσεις των συμβάσεων προμηθειών.

δ) Καθορίζει τις αρχές που διέπουν την απόκτηση, προστασία και παραχώρηση δικαιωμάτων εύρεσιτεχνίας και πνευματικής ιδιοκτησίας.

ε) Καθορίζει αρχές και διαδικασίες που αφορούν τις σχέσεις με εξωτερικούς οργανισμούς.

στ) Εκφράζει τις απόψεις της πάνω στις ετήσιες εκθέσεις πεπραγμένων των Συμβουλίων και εγκρίνει την ετήσια έκθεση πεπραγμένων του Γενικού Γραμματέα που αφορά την δραστηριότητα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT. Οι εκθέσεις αυτές αποστέλλονται σε όλα τα Μέλη.

ζ) Εξετάζει κάθε πρόταση τροποποίησης της παρούσας Συμφωνίας που υποβάλλεται από οποιοδήποτε Μέλος.

Άρθρο 7. (Συμβούλια του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT :

Σύνθεση και Ψηφοφορία).

α) Μέχρις ότου τεθεί σε ισχύ η Συμπληρωματική Συμφωνία που αναφέρεται σε ένα διαστημικό τομέα, κάθε Μέλος, μπορεί να εκπροσωπείται στο αντίστοιχο Συμβούλιο, από ένα μόνο Σύμβουλο. Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμπληρωματικής Συμφωνίας που αναφέρεται σε ένα διαστημικό τομέα κάθε Συμβαλλόμενος αντιπροσωπεύεται δικαιωματικά στο αντίστοιχο Συμβούλιο από ένα μόνο Σύμβουλο.

β) Η εκπροσώπηση σε κάθε Συμβούλιο μεταβιβάζεται, αλλά ουδείς Σύμβουλος μπορεί να εκπροσωπεί περισσότερα από τρία Μέλη, ή Συμβαλλομένους ανάλογα με την περίπτωση.

γ) Μέλος μπορεί να συμμετέχει ως παρατηρητής στο Συμβούλιο όπου δεν εκπροσωπείται.

δ) Διεύθυνση Μέλος της CEPT ή Ανεγνωρισμένος Ιδιωτικός Φορέας δεόντως εξουσιοδοτημένος για αυτό από τη Διεύθυνσή του μέλος της CEPT, που δεν έχει υπογράψει την παρούσα Συμφωνία, μπορεί να παρίσταται στις συνεδριάσεις των Συμβουλίων ως παρατηρητής.

ε) 1. Μέχρις ότου τεθεί, σε ισχύ η Συμπληρωματική Συμφωνία, η σχετική με ένα διαστημικό τομέα ο κάθε Σύμβουλος έχει μία ψήφο στο αντίστοιχο Συμβούλιο.

2. Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμπληρωματικής Συμφωνίας της σχετικής με ένα διαστημικό τομέα κάθε Σύμβουλος έχει σταθμισμένη ψήφο ανάλογη με το μερίδιο της οικονομικής συμμετοχής του Συμβαλλομένου που εκπροσωπεί.

στ) Στις συνεδριάσεις του Συμβουλίου ή άπαρτία συνίσταται : Από την πλειοψηφία των μελών του αντίστοιχου Συμβουλίου, μέχρις ότου τεθεί σε ισχύ η Συμπληρωματική Συμφωνία ή σχετική με ένα διαστημικό τομέα.

Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμπληρωματικής Συμφωνίας της σχετικής με ένα διαστημικό τομέα, από την πλειοψηφία των μελών του Συμβουλίου, εάν η πλειοψηφία αυτή κατέχει τουλάχιστον τα δύο τρίτα του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων όλων των Συμβαλλομένων της εν λόγω Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

ζ) Κάθε Συμβούλιο καταβάλλει προσπάθεια λήψεως αποφάσεων ομοφώνως. Έλλείψει ομόφωνης συμφωνίας, αποφασίζει :

Μέχρις ότου τεθεί σε ισχύ η Συμπληρωματική Συμφωνία :

— για κάθε θέμα ουσίας με καταφατική ψήφο των δύο τρίτων των Συμβούλων που είναι παρόντες και ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο,

— για κάθε θέμα διαδικασίας με καταφατική ψήφο της απλής πλειοψηφίας των Συμβούλων που είναι παρόντες και ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμπληρωματικής Συμφωνίας :

— για κάθε θέμα ουσίας με καταφατική ψήφο τεσσάρων τουλάχιστον Συμβούλων που διαθέτουν τουλάχιστον τα δύο τρίτα του συνόλου των σταθμισμένων ψήφων όλων των Συμβαλλομένων της αντίστοιχης Συμπληρωματικής Συμφωνίας.

— για κάθε θέμα διαδικασίας με καταφατική ψήφο της απλής πλειοψηφίας των Συμβούλων που είναι παρόντες και ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

η) Για κάθε διαφορά, ως προς το εάν ένα θέμα είναι ουσίας ή διαδικασίας αποφασίζει ο Πρόεδρος του αντίστοιχου Συμβουλίου. Τέτοια απόφαση μπορεί να ανατραπεί από την πλειοψηφία των δύο τρίτων των Συμβούλων που είναι παρόντες και ψηφίζουν· κάθε Σύμβουλος διαθέτει μία ψήφο.

θ) Η πρώτη σύνοδος κάθε Συμβουλίου συγκαλείται από τη Διεύθυνση της Έδρας, το ταχύτερο δυνατό μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας. Κατόπιν κάθε Συμβούλιο συνεδριάζει ανάλογα με τις ανάγκες και τουλάχιστον δύο φορές τον χρόνο.

ι) Κάθε Συμβούλιο εγκρίνει τον εσωτερικό του κανονισμό που προβλέπει κυρίως τον τρόπο εκλογής του Προέδρου και των άλλων μελών του Γραφείου, εάν είναι ανάγκη, καθώς και την διαδικασία συγκλήσεως των συνόδων του.

ια) Κάθε Συμβούλιο μπορεί, εάν το κρίνει αναγκαίο, να συνιστά Συμβουλευτικές Επιτροπές που το βοηθούν στην εκτέλεση των καθηκόντων του.

Στις Συμβουλευτικές Επιτροπές ενός Συμβουλίου μπορούν να συμμετέχουν εκπρόσωποι όλων των Συμβαλλόμενων της Συμπληρωματικής Συμφωνίας της σχετικής με τον αντίστοιχο διαστημικό τομέα.

Οι Συμβουλευτικές Επιτροπές συνέρχονται ανάλογα με τις ανάγκες ακολουθώντας πρόγραμμα έγκριμένο από το Συμβούλιο από το οποίο εξαρτώνται.

Άρθρο 8. (Συμβούλια του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT :

Αρμοδιότητες).

Κάθε Συμβούλιο είναι το κύριο όργανο του Οργανισμού του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT, για τον αντίστοιχο διαστημικό τομέα. Στα πλαίσια των διατάξεων του άρθρου 2 της παρούσας Συμφωνίας, κάθε Συμβούλιο διαθέτει αναγκαίες εξουσίες για την άσκηση όλων των αρμοδιοτήτων περιλαμβανομένων και των ακόλουθων :

α) Επιδιώκει την συνεργασία με την Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος για την επίτευξη και διασφάλιση της διαρκείας αξιοπιστού διαστημικού τομέα άριστα προσαρμοσμένου στις ανάγκες και στους πιο πρόσφορους για τον EUTELSAT οικονομικούς όρους και συνάπτει τις αναγκαίες συμφωνίες.

β) Δημιουργεί και διατηρεί τις αναγκαίες σχέσεις με κάθε άλλο εξειδικευμένο Οργανισμό ενδιαφερόμενο για τα Ευρωπαϊκά προγράμματα τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου.

γ) Ευθαρρύνει την χρησιμοποίηση του διαστημικού τομέα λαμβάνοντας δεόντως υπόψη τα δικαιώματα των Μελών.

δ) Εκπονεί και ενημερώνει τις προβλέψεις κινήσεως.

ε) Καταρτίζει τις αναγκαίες οικονομικές και τεχνικές μελέτες.

στ) Εγκρίνει τον προϋπολογισμό και τους ετήσιους λογαριασμούς που αφορούν στον διαστημικό τομέα.

ζ) Ορίζει τις προϋποθέσεις προσπελάσεως στο διαστημικό τομέα.

η) Προσδιορίζει τα τεχνικά και λειτουργικά χαρακτηριστικά των σταθμών που έχουν προσπέλαση στο διαστημικό τομέα.

θ) Εγκρίνει, σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στο Άρθρο 14 όλους τους σταθμούς εδάφους περιλαμβανομένων και των σταθμών πλοίων, που έχουν προσπέλαση στο διαστημικό τομέα.

ι) Διερευνά τις πιο ικανοποιητικές τεχνικές λύσεις για τη διασύνδεση με το επίγειο δίκτυο.

ια) Αναλαμβάνει κάθε άλλη μελέτη ή δραστηριότητα, ειδικότερα τον συντονισμό μεταξύ συστημάτων που μπορεί να θεωρηθεί αναγκαίος στον τομέα των τηλεπικοινωνιών μέσω δορυφόρου.

ιβ) Καθορίζει τις μονάδες μετρήσεως της χρήσεως του διαστημικού τομέα ανάλογα με τους διάφορους τύπους χρήσεως.

ιγ) Ορίζει περιοδικώς τα τέλη χρήσεως του διαστημικού τομέα.

ιδ) Εγκρίνει ακάλυπτες αναλήψεις και δάνεια που απαιτούνται όταν επιβάλλεται από ειδικές περιστάσεις.

ιε) Γιοθετεί τους όρους που διέπουν την εκχώρηση της διαθέσιμης χωρητικότητας του διαστημικού τομέα.

ις) Εξετάζει παράπονα που του υποβάλλουν τα Μέλη, οι Συμβαλλόμενοι, οι άλλοι χρήστες και τρίτοι.

ιζ) Προσδιορίζει και κινεί τις διαδικασίες τις σχετικές με τις προμήθειες και την έγκριση των συμβάσεων προμηθειών.

ια) Προσδιορίζει και κινεί τις διαδικασίες για την απόκτηση, προστασία και παραχώρηση δικαιωμάτων εφευρετηνίας και πνευματικής ιδιοκτησίας.

ιβ) Εγκρίνει την ετήσια έκθεση πεπραγμένων και την υποβάλλει στη Συνέλευση των Μελών.

κ) Ρυθμίζει κάθε θέμα διοικητικό, προϋπολογισμού, οικονομικό κ.τ. αναγκαίο για τη λειτουργία του διαστημικού τομέα.

κα) Μελετά κάθε πρόταση τροποποιήσεως Συμπληρωματικής Συμφωνίας που του υποβάλλεται από Συμβαλλόμενο της Συμπληρωματικής αυτής Συμφωνίας.

Άρθρο 9. (Μόνιμη Γενική Γραμματεία).

α) Η μόνιμη Γενική Γραμματεία του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT διευθύνεται από Γενικό Γραμματέα, εκλεγόμενο από τη Συνέλευση των Μελών, που είναι προϊστάμενος και απ' ευθείας υπεύθυνος στην Συνέλευση των Μελών και στο κάθε Συμβούλιο για την εκτέλεση όλων των αρμοδιοτήτων που ανατίθενται σ' αυτόν από κάθε ένα απ' αυτά τα όργανα. Η μόνιμη Γενική Γραμματεία βοηθεί την Συνέλευση των Μελών, τα Συμβούλια και τις Συμβουλευτικές Επιτροπές στην προετοιμασία και εκτέλεση του έργου των διατηρεί σχέσεις με την Διεύθυνση Έδρας.

β) Η μόνιμη Γενική Γραμματεία αποτελείται από προσωπικό κατά προτίμηση αποσπασμένο από τα Μέλη. Η δύναμη του προσωπικού που απαρτίζει την μόνιμη Γενική Γραμματεία είναι ανάλογη προς τις εργασίες που εκτελούνται.

γ) Η οργανωτική δομή της μόνιμης Γενικής Γραμματείας, ο διορισμός και η δύναμη του προσωπικού οι θέσεις του και οι συνθήκες της απασχολήσεώς του εγκρίνονται από την συνέλευση των Μελών μετά από πρόταση του Γενικού Γραμματέα.

δ) Ο Γενικός Γραμματέας και το προσωπικό της μόνιμης Γενικής Γραμματείας απέχουν από κάθε ενέργεια που δεν συμβιβάζεται με τα καθήκοντά τους απέναντι στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

Άρθρο 10. (Δικαιώματα και Υποχρεώσεις).

α) Τα Μέλη και οι Συμβαλλόμενοι ασκούν τα δικαιώματά τους και εκπληρούν τις υποχρεώσεις τους που απορρέουν από την παρούσα Συμφωνία και τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες κατά τρόπο ώστε να τηρούνται στο ακέραιό και να προάγονται οι αρχές που διακηρύσσονται στον Πρόλογο και στις διατάξεις της παρούσας Συμφωνίας.

β) Τα Μέλη αναθέτουν στη Διεύθυνση του Ήνωμένου Βασιλείου τη νόμιμη εκπροσώπηση του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την διάρκεια ισχύος της παρούσας Συμφωνίας για όλα τα θέματα που αφορούν αποκλειστικά τον διαστημικό τομέα MAROTS και αναθέτουν επίσης στην Γαλλική Διεύθυνση την νόμιμη εκπροσώπηση του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατά την διάρκεια ισχύος της παρούσας Συμφωνίας για όλα τα άλλα θέματα.

Οι Συμβαλλόμενοι που συμμετέχουν σ' ένα διαστημικό τομέα αναλαμβάνουν από κοινού και αλληλεγγύως την ευθύνη, ή καθένας ανάλογα με το μερίδιο χρηματοδοτήσεως που έχει καταβάλει, για όλες τις υποχρεώσεις τις σχετικές με την ίδρυση, εκμετάλλευση και συντήρηση του διαστημικού

αυτού τομέα που έχουν αναληφθεί, εξ' ονόματος του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT από τη Διεύθυνση που έχει εξουσιοδοτηθεί για τον διαστημικό αυτόν τομέα και η οποία ενεργεί μέσα στα πλαίσια της εντολής της οποίας οι όροι καθορίζονται στην παρούσα παράγραφο και στο παράρτημα Β της παρούσας Συμφωνίας.

Κατά τον ίδιο τρόπο όλα τα Μέλη αναλαμβάνουν από κοινού και αλληλεγγύως την ευθύνη για όλες τις υποχρεώσεις τις σχετικές με τις δαπάνες λειτουργίας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Οι Συμβαλλόμενοι που συμμετέχουν στον διαστημικό τομέα ECS ενσωματώνουν στις συμφωνίες κινήσεως που διαπραγματεύονται και συνάπτουν, διατάξεις οι οποίες προβλέπουν δρομολόγηση ενός λογικού μέρους της ενδοευρωπαϊκής κινήσεώς τους μέσω του διαστημικού τομέα ECS. Οι Συμβαλλόμενοι που συμμετέχουν στον διαστημικό τομέα MAROTS προσπαθούν να χρησιμοποιούν το διαστημικό αυτό τομέα σε όσο το δυνατό μεγαλύτερο βαθμό.

δ) Για την τήρηση των διατάξεων της παραγράφου ε) του παρόντος άρθρου, οι Συμβαλλόμενοι που συμμετέχουν στον διαστημικό τομέα ECS κατασκευάζουν, όποτε επιθυμούν, σταθμούς εδάφους που επιτρέπουν πρόσβαση στον διαστημικό τομέα είτε για ιδιική τους χρήση, είτε, σε ειδικές περιπτώσεις και με άμοιβαία συμφωνία, για κοινή χρήση.

ε) Οι Συμβαλλόμενοι μπορούν, με την επιφύλαξη της ισχύουσας εθνικής νομοθεσίας να διαπραγματεύονται και συνάπτουν απ' ευθείας τις κατάλληλες συμφωνίες κινήσεως που αφορούν το πόσο θα χρησιμοποιήσουν τις τηλεπικοινωνιακές διόδους που παρέχονται βάσει της παρούσας Συμφωνίας.

Οι σχέσεις μεταξύ οποιουδήποτε οργανισμού τηλεπικοινωνιών που ενεργεί, ως Μέλος και της εθνικής αρχής που τον υπέδειξε διέπονται από την ισχύουσα εθνική νομοθεσία.

Άρθρο 11. (Έδρα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT)

Έδρα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ορίζεται το Παρίσι.

Η Διεύθυνση της Χώρας Έδρας βοηθεί σε περίπτωση που υπάρχουν δυσκολίες στην εξασφάλιση των άδειών διαβίωσης που ενδεχομένως είναι αναγκαίες για το αλληλοαπώροτο προσωπικό της Γενικής Γραμματείας.

Άρθρο 12. (Οικονομικές Διατάξεις)

1. Μέχρις ότου τεθούν σε ισχύ οι δύο Συμπληρωματικές Συμφωνίες, οι δαπάνες λειτουργίας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατανέμονται μεταξύ των Μελών βάσει δύο κατηγοριών.

Κατηγορία 3 μονάδων.

Γερμανία, Αυστρία, Βέλγιο, Δανία, Ισπανία, Φινλανδία, Γαλλία, Ελλάδα, Ιρλανδία, Ιταλία, Νορβηγία, Ολλανδία, Πορτογαλία, Ηνωμ. Βασίλειο, Σουηδία, Ελβετία, Τουρκία, Γιουγκοσλαβία.

Κατηγορία 1 μονάδας.

Κύπρος, Ισπανία, Λιχτενστάιν, Λουξεμβούργο, Μονακό, Πόλη του Βατικανού, Άγιος Μαρίνος, Μάλτα.

2. Μετά τη θέση σε ισχύ των δύο Συμπληρωματικών Συμφωνιών, οι δαπάνες λειτουργίας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT κατανέμονται μεταξύ των δύο διαστημικών τομέων κατά την αναλογία που καθορίζεται από τη Συνέλευση των Μελών.

α) Όλες οι δαπάνες και όλα τα έσοδα τα σχετικά με ένα μόνο διαστημικό τομέα καταλογίζονται στον τομέα αυτόν.

β) Για κάθε διαστημικό τομέα τηρούνται χωριστοί λογαριασμοί. Οι λογαριασμοί, ελέγχονται κατ' έτος από όρκωτους λογιστές που ορίζονται από τη Συνέλευση των Μελών. Κάθε Μέλος και κάθε Συμβαλλόμενος έχει πρόσβαση στους λογαριασμούς του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

γ) Όλες οι ανάγκες χρηματοδότησεως και όλα, τα έσοδα του κάθε διαστημικού τομέα μερίζονται μεταξύ των Συμ-

βαλλομένων και των Συνεργαζομένων Μελών ανάλογα με τα μερίδια χρηματοδότησεως που προκύπτουν από την αντίστοιχη Συμπληρωματική Συμφωνία.

δ) Οι ανάγκες χρηματοδότησεως περιλαμβάνουν:

1. Όλα τα άμεσα και έμμεσα έξοδα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT για την δημιουργία των διαστημικών τομέων και την απόκτηση άλλων περιουσιακών στοιχείων του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT.

2. Τα αναγκαία κεφάλαια για την αντιμετάλλευση και συντήρηση των διαστημικών τομέων.

3. Τις αποζημιώσεις που πρέπει να καταβάλλει ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT βάσει του Άρθρου 16.

ε) Οι οικονομικοί όροι που διέπουν τη συμμετοχή των Συνεργαζομένων Μελών προσδιορίζονται από το αντίστοιχο Συμβούλιο και αναγράφονται στην ειδική Συμφωνία που αναφέρεται στην παράγραφο (m) του Άρθρου 13.

ζ) Τα έξοδα συμμετοχής στις συνόδους της Συνελεύσεως των Μελών, των Συμβουλίων, των Συμβουλευτικών Επιτροπών ή σε κάθε άλλη σύνοδο του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT βαρύνουν τους συμμετέχοντες.

η) Στα πλαίσια της παραγράφου (b) του Άρθρου 10 της παρούσας Συμφωνίας κάθε εξουσιοδοτημένη Διεύθυνση διακανονίζει τις δαπάνες που βαρύνουν τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT και αναλαμβάνει να εισπράττει περιοδικώς το μέρος των δαπανών που οφείλεται από κάθε Μέλος ή Συμβαλλόμενο ανάλογα με την περίπτωση.

θ) Κάθε Συμβούλιο καταρτίζει πρόγραμμα των πληρωμών που πρέπει να πραγματοποιηθούν από τα Μέλη και τους Συμβαλλόμενους βάσει της παρούσας Συμφωνίας και των Συμπληρωματικών Συμφωνιών.

ι) Κάθε χρήστης ενός διαστημικού τομέα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT καταβάλλει τα ανάλογα τέλη χρήσεως που έχουν καθορισθεί από το αντίστοιχο Συμβούλιο.

ια) Κάθε εξουσιοδοτημένη Διεύθυνση τηρεί και φυλάει όλα τα βιβλία, έγγραφα, χαρτιά και λογαριασμούς που απαιτούνται για τη δικαιολόγηση των εισπραχθέντων ποσών και των πραγματοποιηθεισών δαπανών και τα θέτει στη διάθεση της Συνελεύσεως των Μελών ή του αντίστοιχου Συμβουλίου κατά περίπτωση. Η έγκριση των λογαριασμών, από τη Συνέλευση των Μελών ή από το αντίστοιχο Συμβούλιο κατά περίπτωση απαλλάσσει της ευθύνης την ενδιαφερόμενη εξουσιοδοτημένη Διεύθυνση και αποδεικνύει αναμφισβήτητη απόδειξη ότι τα πιστωθέντα ποσά πράγματι οφείλοντο από τα Μέλη και τους Συμβαλλόμενους.

ιβ) Τα οφειλόμενα ποσά στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT από τα Μέλη, τους Συμβαλλόμενους και τα Συνεργαζόμενα Μέλη καταβάλλονται στην ενδιαφερόμενη εξουσιοδοτημένη Διεύθυνση στο νόμισμα της χώρας της Διεύθυνσεως αυτής ή σε νόμισμα ελεύθερα μετατρέψιμο εντός δύο μηνών από το τέλος του μηνός, κατά τη διάρκεια του οποίου απεστάλη ο λογαριασμός. Σε κάθε ποσό μη καταβαλλόμενο εμπροθέσμως, προστίθεται τόκος υπολογιζόμενος με επίτοκιο που ορίζεται περιοδικώς από τη Συνέλευση των Μελών.

ιγ) Κάθε Συμβούλιο ορίζει την ημερομηνία και τις οικονομικές προϋποθέσεις - περιλαμβανομένων και των μεριδίων χρηματοδότησεως - εισδοχής νέων Συμβαλλομένων στον αντίστοιχο διαστημικό τομέα. Για να καταστεί δυνατή η εισδοχή νέων Συμβαλλομένων και κατά τρόπον ώστε το άθροισμα όλων των μεριδίων χρηματοδότησεως να παραμένει ίσο προς 100 %, τα μερίδια χρηματοδότησεως των άλλων Συμβαλλομένων για τον αυτό διαστημικό τομέα μειώνονται αμέσως ανάλογα μέχρι τη νέα προσαρμογή που γίνεται σύμφωνα με τη σχετική Συμπληρωματική Συμφωνία.

ιδ) Όταν ένας Συμβαλλόμενος αποχωρεί ή θεωρείται αποχωρών από έναν διαστημικό τομέα τα μερίδια χρηματοδότησεως προσαρμόζονται κατά τρόπον ώστε το άθροισμα όλων των μεριδίων χρηματοδότησεως να παραμένει ίσο προς 100 % και τα μερίδια χρηματοδότησεως αυξάνονται

άμεσως ανάλογα μέχρι την νέα προσαρμογή που γίνεται σύμφωνα με τη σχετική Συμπληρωματική Συμφωνία.

Άρθρο 13. (Προσχώρηση - Αποχώρηση).

Α) Η παρούσα Συμφωνία είναι ανοικτή για υπογραφή από κάθε Διεύθυνση Μέλος της CEPT ή Ανεγνωρισμένο Ίδιωτικό Φορέα δεόντως εξουσιοδοτημένο για το σκοπό αυτό από τη Διεύθυνσή του Μέλος της CEPT. Κάθε χώρα εκπροσωπείται από ένα μόνο Μέλος.

1. Όταν η προσχώρηση στην παρούσα Συμφωνία μιας Διεύθυνσης ή Ανεγνωρισμένου Ίδιωτικού Φορέα γίνεται μετά τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας οι όροι συμμετοχής της εν λόγω Διεύθυνσης ή Ανεγνωρισμένου Ίδιωτικού Φορέα καθορίζονται από τη Συνέλευση των Μελών σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις του Άρθρου 12 της παρούσας Συμφωνίας.

2. Οι όροι προσχώρησης της εν λόγω Διεύθυνσης ή Ανεγνωρισμένου Ίδιωτικού Φορέα σε μία Συμπληρωματική Συμφωνία καθορίζονται από το αρμόδιο Συμβούλιο σύμφωνα με το Άρθρο 12 ~~παρ. 1γ~~.

3. Μετά τη θέση σε ισχύ της Συμπληρωματικής Συμφωνίας που αφορά τον δεύτερο διαστημικό τομέα, Διεύθυνση Μέλος της CEPT ή Ανεγνωρισμένος Ίδιωτικός Φορέας δεόντως εξουσιοδοτημένος δεν μπορεί να προσχωρήσει στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT χωρίς να υπογράψει ταυτόχρονα μία από τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες.

1. Κάθε Μέλος μπορεί να αποχωρήσει οικειοθελώς από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT γνωστοποιώντας την απόφασή του εγγράφως στο Γενικό Γραμματέα.

2. Κάθε Συμβαλλόμενος μπορεί να αποχωρήσει οικειοθελώς από μία Συμπληρωματική Συμφωνία γνωστοποιώντας την απόφασή του εγγράφως στο Γενικό Γραμματέα.

3. Η έκουσια αποχώρηση από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή από μία Συμπληρωματική Συμφωνία ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία λήψεως της είδοποίησής από τον Γενικό Γραμματέα. Όμως η έκουσια αυτή αποχώρηση δεν απαλλάσσει το εν λόγω Μέλος ή τον εν λόγω Συμβαλλόμενο των άνειλημμένων υποχρεώσεων του μέχρι της ημερομηνίας λήψεως της γνωστοποίησής παραίτησής από τον Γενικό Γραμματέα.

Εάν μετά τη λήξη της προθεσμίας υπογραφής της Συμπληρωματικής Συμφωνίας της σχετικής με την δημιουργία του δεύτερου διαστημικού τομέα Μέλος ή εθνικός Όργανισμός Τηλεπικοινωνιών που έχει υποδειχθεί απ' αυτό σύμφωνα με την παράγραφο (β) του Άρθρου 3 της παρούσας Συμφωνίας δεν είναι πλέον Συμβαλλόμενος σε μία τουλάχιστον των Συμπληρωματικών Συμφωνιών το Μέλος αυτό θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

Εάν Μέλος ή Συμβαλλόμενος προκρίνει να πληρώσει οποιοδήποτε ποσό το οποίο οφείλει, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 12 της παρούσας Συμφωνίας, ή Συνέλευση των Μελών ή το αρμόδιο Συμβούλιο, μπορεί κατά περίπτωση, όταν περάσει ή προθεσμία τριών μηνών μετά την ημερομηνία οφειλής και αφού εξετάσει κάθε παράσταση που γίνεται από το εν λόγω Μέλος ή τον εν λόγω Συμβαλλόμενο, να αποφασίζει ότι το Μέλος ή ο Συμβαλλόμενος θεωρείται αποχωρών από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή την σχετική Συμπληρωματική Συμφωνία κατά περίπτωση και ότι από την ημερομηνία της απόφασής, ή παρούσα Συμφωνία ή η Συμπληρωματική Συμφωνία σταματά να ισχύει όσον αφορά το Μέλος ή τον Συμβαλλόμενο κατά περίπτωση.

Όταν Μέλος αποχωρήσει ή θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT κάθε Συμβαλλόμενος που έχει υποδειχθεί από αυτό σύμφωνα με την παράγραφο (β) του Άρθρου 3 της παρούσας Συμφωνίας θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από κάθε Συμπληρωματική Συμφωνία που έχει υπογράψει.

Εν τούτοις, το αρμόδιο Συμβούλιο προσπαθεί, μέσα στα πλαίσια της παρούσας Συμφωνίας και λαμβάνοντας υπόψη τα συμφέροντα του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και του Συμβαλλόμενου, να εξεύρει λύση ικανοποιητική για τα ενδιαφερόμενα μέρη.

Το Μέλος που γνωστοποιεί απόφαση αποχώρησης από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT παύει να έχει κάθε δικαίωμα εκπροσώπησης στη Συνέλευση των Μελών και στο (α) αρμόδιο (-α) Συμβούλιο (α) και δεν έχει καμμία υποχρέωση ή ευθύνη από την ημερομηνία λήψεως από τον Γεν. Γραμματέα της γνωστοποίησής αποχώρησης εκτός της υποχρέωσης Μέλους, να καταβάλει το μερίδιό του στις αναγκαίες εισφορές για την αντιμετώπιση τόσο των υποχρεώσεων που έχουν ρητά εγκριθεί προ της ημερομηνίας λήψεως από τον Γενικό Γραμματέα, της γνωστοποίησής παραίτησής όσο και των ευθυνών που απορρέουν από πράξεις ή παραλείψεις που έχουν προηγηθεί της λήψεως της γνωστοποίησής παραίτησής, εκτός αν αποφασίσει διαφορετικά ή Συνέλευση των Μελών.

Ο Συμβαλλόμενος που γνωστοποιεί απόφαση αποχώρησης από μία Συμπληρωματική Συμφωνία χάνει κάθε δικαίωμα εκπροσώπησης στο αντίστοιχο Συμβούλιο και δεν έχει καμμία υποχρέωση ή ευθύνη από την ημερομηνία λήψεως από τον Γενικό Γραμματέα της γνωστοποίησής αποχώρησης εκτός της υποχρέωσης του Συμβαλλόμενου να καταβάλει το μερίδιό του στις αναγκαίες εισφορές σε κεφάλαιο για την αντιμετώπιση, τόσο των συμβατικών υποχρεώσεων που έχουν ρητά εγκριθεί προ της ημερομηνίας λήψεως από τον Γενικό Γραμματέα της γνωστοποίησής αποχώρησης όσο και των ευθυνών που απορρέουν από πράξεις ή παραλείψεις που έχουν προηγηθεί της λήψεως της γνωστοποίησής αποχώρησης, εκτός εάν αποφασίσει διαφορετικά το αντίστοιχο Συμβούλιο.

Εάν η Συνέλευση των Μελών ή το αρμόδιο Συμβούλιο κατά περίπτωση αποφασίσει, βάσει της παραγράφου (β) του παρόντος Άρθρου, ότι ένα Μέλος ή Συμβαλλόμενος, κατά περίπτωση θεωρείται αποχωρών από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή από μία Συμπληρωματική Συμφωνία, το εν λόγω Μέλος ή Συμβαλλόμενος δεν υπέχει καμμία ευθύνη μετά την απόφαση αυτή, με εξαίρεση την υποχρέωσή του να καταβάλει το μερίδιό του στις αναγκαίες εισφορές σε κεφάλαιο για την αντιμετώπιση τόσο των συμβατικών υποχρεώσεων που έχουν ρητά εγκριθεί προ της εν λόγω απόφασής όσο και των ευθυνών που απορρέουν από πράξεις ή παραλείψεις που έχουν προηγηθεί αυτής, εκτός εάν αποφασίσει διαφορετικά το όργανο του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT που έλαβε την προαναφερθείσα απόφαση. Εάν ένα Μέλος, θεωρείται ότι έχει αποχωρήσει από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT βάσει της παραγράφου (β) του παρόντος Άρθρου, δεν αναλαμβάνει από της ημερομηνίας λήψεως της απόφασής αυτής, παρά μόνο την υποχρέωση να καταβάλει το μερίδιό του στις εισφορές που αφορούν δαπάνες λειτουργίας του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και έχουν εγκριθεί στον προϋπολογισμό του έτους το οποίο περιλαμβάνει την ημερομηνία αυτή.

Κάθε γνωστοποίηση αποχώρησης και κάθε απόφαση απομακρύνσεως πρέπει να γνωστοποιούνται χωρίς καθυστέρηση από το Γενικό Γραμματέα σε όλα τα Μέλη και σε όλους τους Συμβαλλόμενους.

Εντός τριών μηνών μετά την ημερομηνία από της οποίας ισχύει ή παραίτηση από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ή από μία από τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες, ενός Μέλους ή ενός Συμβαλλόμενου βάσει του παρόντος Άρθρου ο Γενικός Γραμματέας πληροφορεί το εν λόγω Μέλος ή τον Συμβαλλόμενο για την εκτίμηση που η Συνέλευση των Μελών ή το αρμόδιο κατά περίπτωση Συμβούλιο έχει κάμει για την οικονομική του κατάσταση στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT κατά την ημέρα από της οποίας ισχύει η αποχώρηση και για τους προτεινόμενους όρους διακανονισμού.

β) Καμιά διάταξη του παρόντος Άρθρου δεν έχει σαν αποτέλεσμα την κατάργηση οποιασδήποτε απαιτήσεως που έχει αποκτήσει Μέλος ή Συμβαλλόμενος υπό την ιδιότητά του αυτή ή οποία διατηρείται μετά την ημερομηνία λήψεως της γνωστοποιήσεως αποχωρήσεως και για τα όποια δεν έχει ληφθεί καμιά αποζημίωση βάσει των διατάξεων του παρόντος Άρθρου.

γ) Η συμμετοχή οποιασδήποτε άλλης Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιών ή Ανεγνωρισμένου Ιδιωτικού Φορέα σε ένα διαστημικό τομέα υπό την ιδιότητα του Συνεργαζόμενου Μέλους εξαρτάται από την έγκριση της Συνελεύσεως των Μελών και αποτελεί αντικείμενο ιδιαίτερης συμφωνίας μεταξύ του Συνεργαζόμενου αυτού Μέλους και του αρμόδιου Συμβουλίου. Έν τούτοις μόνο οι ευρωπαϊκές Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιών μπορούν να γίνουν δεκτές για συμμετοχή στον διαστημικό τομέα ECS.

Άρθρο 14. (Έγκριση των Σταθμών Ήδαφους).

α) Η Αίτηση έγκρίσεως σταθμού έδαφους πρέπει να υποβληθεί στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT πριν από κάθε χρήση του αντίστοιχου διαστημικού τομέα.

β) Στην περίπτωση ενός επίγειου σταθμού ξηράς, η αίτηση, έγκρίσεως πρέπει να υποβληθεί από το Μέλος ή τον Συμβαλλόμενο του οποίου ή δραστηριότητα ασκείται επί του έδαφους όπου εύρισκται ή θα εγκατασταθεί ο σταθμός έδαφους. Εάν ο σταθμός έδαφους εύρισκται στο έδαφος μιας Ευρωπαϊκής χώρας που δεν έχει Μέλος στην παρούσα Συμφωνία ή σε περίπτωση χρησιμοποίησης του διαστημικού τομέα MAROTS εάν ο σταθμός έδαφους εύρισκται στο έδαφος κάθε άλλης χώρας που δεν έχει Μέλος στην παρούσα Συμφωνία, η αίτηση πρέπει να υποβληθεί από έναν οργανισμό τηλεπικοινωνιών δεόντως εξουσιοδοτημένο.

Κάθε Μέλος ή Συμβαλλόμενος ή Οργανισμός Τηλεπικοινωνιών της ανωτέρω παραγράφου είναι υπεύθυνος απέναντι στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ώστε κάθε σταθμός έδαφους, για τον οποίο έχει καταθέσει αίτηση, να ανταποκρίνεται στους κανονισμούς και τις αρχές που καθορίζονται στο έγγραφο έγκρίσεως που εκδίδεται από το αρμόδιο Συμβούλιο.

γ) Όσον αφορά τους επίγειους σταθμούς πλοίου που χρησιμοποιούν τον διαστημικό τομέα MAROTS, οι εύθυνες και διαδικασίες οι σχετικές με τις προδιαγραφές, την έγκριση κάθε τύπου, τις δοκιμές λήψεως και έλεγχου των επίγειων σταθμών πλοίου, καθορίζονται από το Συμβούλιο MAROTS.

Σε περίπτωση κακής λειτουργίας ενός επίγειου σταθμού πλοίου μπορεί να επέμβει ένας επίγειος σταθμός ξηράς ο οποίος ενεργεί υπό την έποπτεία του Συμβουλίου MAROTS ως σταθμός έλεγχου, ώστε να απαλείψει κάθε διατάραξη της λειτουργίας του διαστημικού τομέα.

Άρθρο 15. (Διάθεση της χωρητικότητας του Διαστημικού Τομέα ECS).

α) Κάθε αίτηση για διάθεση χωρητικότητας του διαστημικού τομέα ECS υποβάλλεται στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT από ένα Συμβαλλόμενο ή στην περίπτωση, μιας ευρωπαϊκής χώρας όπου δεν υπάρχει Συμβαλλόμενος, από έναν οργανισμό τηλεπικοινωνιών δεόντως εξουσιοδοτημένο.

β) Κάθε Συμβαλλόμενος ή οργανισμός τηλεπικοινωνιών στον οποίο έχει διατεθεί χωρητικότητα σύμφωνα με την παράγραφο α) του παρόντος Άρθρου, τηρεί τους όρους που θέτει ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT σχετικά με τη διάθεση αυτή.

Άρθρο 16. (Ευθύνη).

α) Ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT, οποιοδήποτε Μέλος ή οποιοδήποτε Συμβαλλόμενος ή εξουσιοδοτημένη Διεύθυνση, όταν ενεργεί κατά την άσκηση των καθηκόντων του μέσα στα πλαίσια της αρμοδιότητάς του, οποιασδήποτε ανώτερος υπάλληλος ή στέλεχος οποιοδήποτε εξ αυτών, οποιασδήποτε εκπρόσωπος στις συνεδριάσεις του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT δεν υπέχει καμιά ευθύνη έναντι

οποιοδήποτε Μέλους, Συμβαλλόμενου ή του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και δεν είναι δυνατό να υποβληθεί καμιά άγωγή έναντιόν οποιοδήποτε εξ αυτών για ζημιές - κέρδη λόγω οποιασδήποτε διακοπής, καθυστέρησης ή κακής λειτουργίας των υπηρεσιών τηλεπικοινωνιών που παρέχονται ή πρέπει να παρέχονται σύμφωνα με την παρούσα Συμφωνία και τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες.

β) Εάν ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT ή οποιοδήποτε Μέλος ή οποιοδήποτε Συμβαλλόμενος ή εξουσιοδοτημένη Διεύθυνση υποχρεούται βάσει τελεσίδικης απόφασης αρμοδίου δικαστηρίου ή βάσει συμβιβασμού που έχει υιοθετηθεί ή εγκριθεί από τη Συνέλευση των Μελών ή από το αρμόδιο Συμβούλιο κατ'επίπτωση, να καταβάλει αποζημίωση περιλαμβανομένων οποιωνδήποτε σχετικών εξόδων και δαπανών, που προκύπτει από ενέργειες του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT, σύμφωνα με την παρούσα Συμφωνία και τις Συμπληρωματικές Συμφωνίες και στο μέτρο κατά το οποίο η αποζημίωση αυτή δεν μπορεί να εξοφληθεί ούτε από το κεφάλαιο κινήσεως του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT ούτε από τρίτο πρόσωπο ή με έκτακτη συμβάσεως ασφαλίσεως ή άλλες οικονομικές διευθετήσεις, τα Μέλη ή οι Συμβαλλόμενοι καταβάλουν στον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT το ποσό της αποζημιώσεως που δεν καλύπτεται ανάλογα με το μερίδιο χρηματοδοτήσεως που αντιστοιχεί στον καθένα κατά την ημέρα κατά την οποία κατέστη απαιτητή ή πληρωμή της εν λόγω αποζημιώσεως από τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT.

γ) Εάν έναντιόν Μέλους, Συμβαλλόμενου ή εξουσιοδοτημένης Διευθύνσεως υποβληθεί άγωγή αποζημιώσεως, υποχρεούται για την καταβολή της αποζημιώσεως που οφείλεται βάσει της παραγράφου β) του παρόντος άρθρου, να πληροφρήσει άμέσως τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT και να του δώσει την ευκαιρία να γνωμοδοτήσει ή να υποδείξει τα μέσα υπερασπίσεως ή διακανονισμού της διαφοράς και μέσα στα όρια που καθορίζονται από το νομικό καθεστώς που ισχύει για το δικαστήριο στο οποίο έχει υποβληθεί η άγωγή, να παρασταθεί ή να λάβει τη θέση του εν λόγω Μέλους ή του Συμβαλλόμενου ή της εν λόγω εξουσιοδοτημένης Διευθύνσεως.

Άρθρο 17. (Διακανονισμός Διαφορών).

Κάθε διαφορά σχετική με την έρμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας και των Συμπληρωματικών Συμφωνιών υποβάλλεται, εάν δεν έχει καταστεί δυνατό να επιλυθεί με άλλο τρόπο, σε λογική προθεσμία, σε διαιτησία της οποίας η διαδικασία αποφασίζεται από τη Συνέλευση των Μελών, κατά την πρώτη της σύνοδο, με πλειοψηφία των δύο τρίτων των Μελών των οποίων οι εκπρόσωποι είναι παρόντες και ψηφίζουν.

Άρθρο 18. (Σχέσεις με την Ευρωπαϊκή Ένωση Ραδιοφωνίας (UER) και άλλους Διεθνείς Οργανισμούς).

Το Συμβούλιο του ECS μπορεί με πρωτοβουλία του ή κατόπιν αιτήσεως της UER ή κάποιου άλλου διεθνούς οργανισμού να εργάζεται μικτές συνόδους με εκπροσώπους των οργανισμών αυτών κατά την διάρκεια των οποίων μπορούν να συζητούνται συγκεκριμένα θέματα κοινού ενδιαφέροντος λαμβανομένων δεόντως υπόψη των προνομίων των Μελών.

Το Συμβούλιο MAROTS μπορεί, με τους ίδιους όρους, να συγκαλεί μικτές συνόδους με εκπροσώπους διεθνών οργανισμών που αντιπροσωπεύουν, ειδικότερα, συμφέροντα ναυτιλιακών επικοινωνιών.

Η ημερήσια διάταξη καθώς και η διοργάνωση των συνελεύσεων αυτών αποφασίζονται εκ των προτέρων από κάθε Συμβούλιο.

Άρθρο 19. (Τροποποιήσεις).

Η παρούσα Συμφωνία μπορεί να τροποποιηθεί με έμφωνη απόφαση της Συνελεύσεως των Μελών, εν τούτοις:

— Η Συνέλευση μπορεί να απορραξίσει για τη θέση σε λειτουργία νέων διαστημικών τομέων υπό τους όρους ψηφίσματος που προβλέπονται στο άρθρο 5 (ε) για θέματα ούσιας.

Οι Συμπληρωματικές Συμφωνίες, μπορούν να τροποποιούνται με ομόφωνη απόφαση του αρμοδίου Συμβουλίου λαμβανομένης υπόψη της γνώμης που εκφράζει η Συνέλευση των Μελών.

Άρθρο 20. (Διατάξεις που αφορούν το όριστικό καθεστώς EUTELSAT).

Α) Τουλάχιστον έξι μήνες προ της ημερομηνίας που έχει προβλεφθεί για την θέση σε εκμετάλλευση του διαστημικού τομέα ECS ή Συνέλευση των Μελών υποβάλλει στα Μέλη της παρούσας Συμφωνίας έκθεση που περιέχει τις συστάσεις της επί των όριστικών διατάξεων που αφορούν τον Όργανισμό EUTELSAT.

Β) Οποιαδήποτε κι αν είναι η μορφή του όριστικού καθεστώτος:

1. Οι σκοποί του Οργανισμού EUTELSAT πρέπει να είναι σύμφωνοι με τις αρχές που περιέχονται στον Πρόλογο της παρούσας Συμφωνίας.

2. Όλες οι Διευθύνσεις μέλη της CEPT και υπό την προϋπόθεση συμφωνίας της Συνελεύσεως των Μελών, όλες οι άλλες Διευθύνσεις των ευρωπαϊκών χωρών μελών της Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών ή ο Όργανισμός των χωρών αυτών που υποδεικνύεται για το σκοπό αυτό, μπορούν να προσχωρήσουν σ' αυτό.

3. Οι επενδύσεις των Συμβαλλομένων προστατεύονται.

4. Ειδικές διατάξεις:

— Ρυθμίζουν το θέμα της νομικής προσωπικότητας του EUTELSAT.

— Διευκρινίζουν τη διαδικασία και την περιοδικότητα κατά τις οποίες προσδιορίζονται τα μερίδια χρηματοδότησεως των Συμβαλλομένων καθώς και τους όρους οικονομικών αναπροσαρμογών μεταξύ των Συμβαλλομένων.

— Ορίζουν τους όρους επιστροφής του επενδεδυμένου κεφαλαίου.

— Προβλέπουν τους όρους καθορισμού των τελών χρήσεως των διαστημικών τομέων.

— Διευκρινίζουν τις διατάξεις, περιλαμβανομένων και των οικονομικών διαδικασιών που ρυθμίζουν την μεταβίβαση στον EUTELSAT των καθηκόντων που έχουν ανατεθεί στις εξουσιοδοτημένες Διευθύνσεις.

— Διευκρινίζουν τις διαδικασίες που ρυθμίζουν τις σχέσεις με την Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος.

Γ) Η Έκθεση που προβλέπεται στην παράγραφο α) του παρόντος Άρθρου θα εξετασθεί σε διεθνή διάσκεψη των Μελών στην οποία θα μπορέσουν επίσης να συμμετάσχουν ως παρατηρητές οι Ευρωπαϊκές Διευθύνσεις Τηλεπικοινωνιών που δεν αποτελούν Μέλη της παρούσας Συμφωνίας και η οποία θα συζητηθεί για το σκοπό αυτό από τη Διεύθυνση Τηλεπικοινωνιών της Έδρας εντός διαστήματος τριών μηνών από της υποβολής της έκθεσεως. Τα Μέλη της παρούσας Συμφωνίας θα προσπαθήσουν για τη δημιουργία του όριστικού καθεστώτος το συντομότερο δυνατό για ναμπρύνει να ισχύσει το αργότερο από της ημερομηνίας θέσεως σε λειτουργία του διαστημικού τομέα ECS.

Δ) Στην περίπτωση που το όριστικό καθεστώς δεν θα υσταθεί εγκαίρως, ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT θα αναλάβει την εκμετάλλευση και τη συντήρηση των διαστημικών τομέων βάσει της παρούσας Συμφωνίας και των συμπληρωματικών Συμφωνιών μέχρι της θέσεως σε ισχύ του όριστικού καθεστώτος.

Άρθρο 21. (Θέση σε ισχύ και διάρκεια).

Α) Η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει από την ημέρα υπογραφής της από δέκα Διευθύνσεις Μέλη της CEPT ή Ανεγνωρισμένους Ίδιωτικούς Φορείς δεόντως εξουσιοδοτημένους για αυτό από τη Διεύθυνσή τους Μέλος της CEPT.

Η θέση σε ισχύ της παρούσας Συμφωνίας δεν συνεπάγεται την αυτόματη θέση σε ισχύ των Συμπληρωματικών Συμφωνιών που αποτελούν αντικείμενο ειδικών διατάξεων.

Β) Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνει ανοικτή για υπογραφή μέχρι τις 15 Σεπτεμβρίου 1977. Μετά την ημερομηνία αυτή οι Διευθύνσεις Μέλη της CEPT ή Ανεγνωρισμένοι Ίδιωτικοί Φορείς δεόντως εξουσιοδοτημένοι για αυτό από τη Διεύθυνσή τους Μέλος της CEPT θα μπορούν να προσχωρήσουν στην παρούσα Συμφωνία σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 13 της παρούσας Συμφωνίας.

Εάν κατά την ημερομηνία αυτή, ο αριθμός των Μελών δεν είναι τουλάχιστον αυτός που απαιτείται σύμφωνα με τη παράγραφο α) ανωτέρω η παρούσα Συμφωνία δεν θα τεθεί σε ισχύ.

Γ) Καμμιά επιφύλαξη δεν μπορεί να γίνει στην παρούσα Συμφωνία.

Δ) Η παρούσα Συμφωνία θα παραμείνει σε εφαρμογή μέχρι της θέσεως σε ισχύ νέας Συμφωνίας που θα την αντικαταστήσει και μέχρις ότου Μέλη αποφασίσουν για την εκπνοή της.

Ε) Στην περίπτωση κατά την οποία η Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος θα αποφάσιζε να μη παραχωρήσει έναν από τους δύο διαστημικούς τομείς που αναφέρονται σαφώς στην παρούσα Συμφωνία, ο τομέας αυτός θα έπαυε άμεσως να ισχύει. Αυτό δεν έχει σαν αποτέλεσμα την απαλλαγή των Μελών και των Συμβαλλομένων και τις υποχρεώσεις που έχουν αναλάβει κατά το διάστημα ισχύος της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 22. (Γλώσσες).

Οι γλώσσες γαλλική και αγγλική είναι αποδεκτές για τα έγγραφα και τις συζητήσεις της Συνελεύσεως των Μελών και των Συμβουλίων.

Άρθρο 23. (Διάφορα).

Α) Ο Πρόλογος και το Παράρτημα Β (ένταλη) αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμφωνίας.

Οι Συμπληρωματικές Συμφωνίες, όταν θα τεθούν σε ισχύ, αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσας Συμφωνίας για τους Συμβαλλομένους των και θα αποτελέσουν τα παραρτήματα Α1 και Α2 της παρούσας Συμφωνίας.

Β) Η παρούσα Συμφωνία συντάσσεται σε ένα μόνο αντίτυπο στη γαλλική γλώσσα το οποίο αποτελεί το μόνο πρωτότυπο που έχει κατατεθεί στην Διεύθυνση Έδρας. Η τελευταία θα αποστείλει ένα επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Μέλος.

Είς μαρτυρίαν των ανωτέρω τα Μέλη της παρούσας Συμφωνίας την υπέγραψαν εξ' ονόματός των, με τους αντίστοιχους εκπροσώπους των δεόντως εξουσιοδοτημένους για το σκοπό αυτό.

Συνετάγη στο Παρίσι την 13 Μαΐου 1977

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟ

Δ ΑΤΑΞΕΙΣ ΣΧΕΤΙΚΕΣ ΜΕ ΤΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ OTS

Οι δραστηριότητες οι σχετικές με το πρόγραμμα O.T.S. (Δορυφόρος Τροχιακών Δοκιμών) της αρμοδιότητας των Διευθύνσεων και των Ανεγνωρισμένων Ίδιωτικών Φορέων της CEPT ασκούνται από το Συμβούλιο ECS.

Οι Διευθύνσεις οι Ανεγνωρισμένοι Ίδιωτικοί Φορείς της CEPT που συμμετέχουν στο πρόγραμμα O.T.S. αλλά δεν είναι δικαιωματικά Μέλη μπορούν εν τούτοις με αλλη-

σή των να εκπροσωπούνται στις εργασίες και συζητήσεις του Συμβουλίου ECS και των Συμβουλευτικών του Έπιτροπών όταν αφορούν αποκλειστικά το πρόγραμμα αυτό.

Στην περίπτωση αυτή είναι υποχρεωμένες να συμβάλλουν σε κάθε δαπάνη του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT σχετική με το πρόγραμμα O.T.S. που θα τους καταλογισθεί.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β ΕΝΤΟΛΗ

α) Έντεταλμένη Διεύθυνση σύμφωνα με το Άρθρο 10 (β) ενεργεί οποιαδήποτε πράξη ζητήσει ο Γενικός Γραμματέας ενεργώντας σύμφωνα με τις αποφάσεις της Συνελεύσεως των Μελών ή κάθε Συμβουλίου κατά περίπτωση. Εν τούτοις η έντολη αυτή περιορίζεται στις πράξεις που εκτελούνται σε εφαρμογή του σκοπού και των διατάξεων της παρούσας Συμφωνίας και των Συμπληρωματικών Συμφωνιών.

β) Στα πλαίσια του Άρθρου 10 (β) έντεταλμένη Διεύθυνση αντιπροσωπεύει τον ΠΡΟΣΩΡΙΝΟ EUTELSAT ιδιαίτερα για τη σύναψη συμβάσεων και ειδικά για την υπογραφή συμφωνιών με την Ευρωπαϊκή Υπηρεσία Διαστήματος για τη σύναψη των αναγκαίων δανείων και για οποιαδήποτε νομική διαδικασία.

γ) Έντεταλμένη Διεύθυνση δεν έχει το δικαίωμα να μεταβιβάζει σε τρίτο πρόσωπο όλη ή μέρος της

έντολης της εκτός εάν λάβει δεόντως τη συγκατάθεση όλων των Μελών.

δ) Έντεταλμένη Διεύθυνση είναι υπόλογη για τα ποσά που καταβάλλει ή εισπράττει ο ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΣ EUTELSAT. Γι' αυτό κάθε χρόνο καταρτίζει λογαριασμούς που πρέπει να εγκρίνονται από τη Συνέλευση των Μελών ή από κάθε Συμβούλιο κατά περίπτωση.

ε) Κάθε διαφορά μεταξύ όργανου του ΠΡΟΣΩΡΙΝΟΥ EUTELSAT και έντεταλμένης Διευθύνσεως ή μεταξύ μέλους και έντεταλμένης Διευθύνσεως ή μεταξύ Συμβαλλόμενου και έντεταλμένης Διευθύνσεως διευθετείται με διαιτησία σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 17 της παρούσας Συμφωνίας.

στ) Η έντολη μπορεί να ανακληθεί 6 μήνες μετά προειδοποίηση, είτε από έντεταλμένη Διεύθυνση είτε από πρόσωπο δεόντως εξουσιοδοτημένο, που ενεργεί για λογαριασμό της Συνελεύσεως των Μελών ή οποία έχει αποφασίσει την ανάκληση αυτή υπό τις προϋποθέσεις ψηφίσεως που προβλέπονται στο άρθρο 5 (ε) για θέματα ουσίας.

ζ) Στην περίπτωση τέτοιας ανακλήσεως, η έντεταλμένη Διεύθυνση παραμένει υπεύθυνη για όλες τις υποχρεώσεις που έχουν αναληφθεί κατά τη διάρκεια ισχύος της έντολης της μέχρις ότου άλλη Διεύθυνση έντολοδοτηθεί αντί αυτής. Όμως η ευθύνη αυτή δε δύναται να υπερβεί την εξάμηνη προθεσμία που προβλέπεται στην προηγούμενη παράγραφο.